



LA RURALE

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice 2019

Avec vous de A à Z

Allianz 

Conformément aux Articles 51 à 56 et 256 de la Directive 2009/138/CE du Parlement Européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (Solvabilité II), les entreprises d'assurance et de réassurance, ou les sociétés holding d'assurance doivent communiquer des informations narratives à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et au public, dont le champ est défini par le Règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014 (publié le 17 janvier 2015), complété par les Guidelines on reporting and public disclosure (EIOPABoS-15/109 du 30 juin 2015).

Le présent Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière (RSSF, également Solvency and Financial Condition Report - SFCR) s'applique à La Rurale. Il a été approuvé par le Conseil d'Administration du 30 mars 2020.

Les informations présentées dans le document sont établies sur la base des éléments connus au 31 décembre 2019. Sauf indication contraire, les différents montants présentés dans ce document sont indiqués en milliers d'euros.

Les acronymes sont définis dans le glossaire figurant à la fin du rapport.

Avertissement

L'émergence et l'expansion du Coronavirus (Covid-19) début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales en France mais aussi, à une échelle plus large, l'environnement économique mondial. Des mesures rigoureuses pour contenir la vitesse de propagation du virus ont été mises en place en France et dans les autres pays touchés par le Covid-19.

Allianz en France a mis en place une surveillance étroite afin de mesurer les impacts éventuels sur la poursuite opérationnelle de ses activités, les conséquences d'une dégradation de l'environnement macro-économique, les variations de valeur des actifs financiers, et les expositions résultant des contrats d'assurance Vie, Santé ou Dommages.

Ce document a été élaboré pour l'essentiel sur une période pendant laquelle le Covid-19 n'avait pas d'impact social et économique significatif. A la date d'approbation du document, la situation a évolué vers une crise sanitaire justifiant de mesures exceptionnelles dont les conséquences à compter de 2020 restent incertaines. Ce rapport reflète les meilleures informations disponibles à fin 2019 sur l'entité d'assurance La Rurale sans tenir compte de ce contexte particulier.

Table des matières

Synthèse

A. Activité et résultats

A.1.	Activité et résultats	5
A.2.	Résultat de souscription	6
A.3.	Résultat des investissements	7
A.4.	Résultat des autres activités	8
A.5.	Autres informations	8

B. Système de gouvernance

B.1.	Informations générales sur le système de gouvernance	10
B.2.	Exigences de compétence et d'honorabilité	17
B.3.	Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	18
B.4.	Système de contrôle interne	21
B.5.	Fonction Audit Interne	22
B.6.	Fonction Actuarielle	23
B.7.	Sous-traitance	23
B.8.	Autres informations	24

C. Profil de risque

C.1.	Risque de souscription – Non-Vie	26
C.2.	Risque de marché	27
C.3.	Risque de crédit	29
C.4.	Risque de liquidité	30
C.5.	Risque opérationnel	31
C.6.	Autres risques importants	32
C.7.	Autres informations	33

D. Valorisation à des fins de solvabilité

D.1.	Actifs	36
D.2.	Provisions techniques	38
D.3.	Autres passifs	40
D.4.	Méthodes de valorisation alternatives	42
D.5.	Autres informations	42

E. Gestion du capital

E.1.	Fonds propres	44
E.2.	Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis	48
E.3.	Utilisation du sous-module «risque sur actions» fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis	49
E.4.	Différences entre la Formule Standard et tout Modèle Interne utilisé	49
E.5.	Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis	49
E.6.	Autres informations	50

Annexes

SYNTHESE

A. ACTIVITE ET RESULTATS

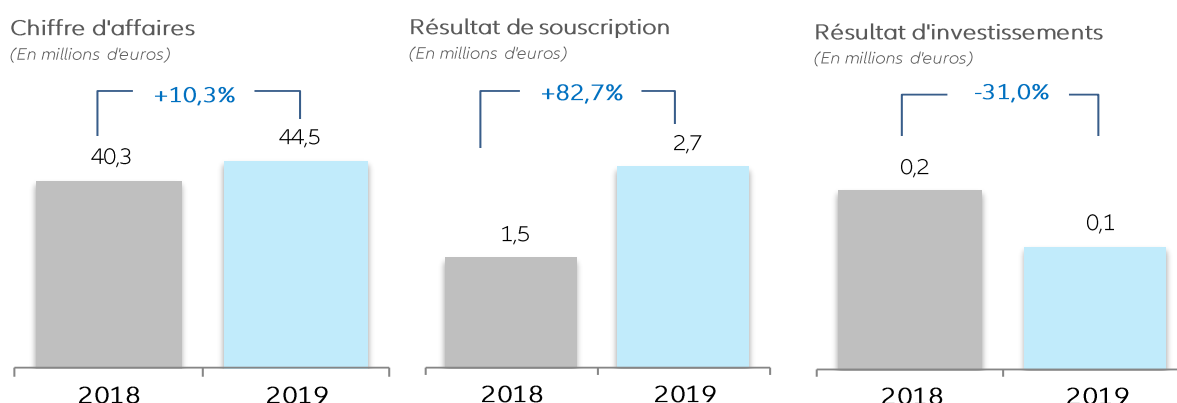
La Rurale est une filiale d'Allianz France, appartenant au Groupe allemand Allianz, spécialisée dans l'assurance Non-Vie, dans la catégorie de récoltes et plus précisément dans les branches: i) Incendie et Eléments Naturels; et, ii) Autres Dommages aux Biens (Risques divers). Elle exerce ses activités en France.

En 2019, le chiffre d'affaires de La Rurale s'élève à 44 473 milliers d'euros, soit une hausse de 10,3% par rapport à 2018 (40 330 milliers d'euros). Cette croissance reflète les conditions de marché favorables avec développement des

surplus de couverture contre les épisodes climatiques tels que le gel, la sécheresse et l'excès d'eau.

Le résultat de souscription s'élève à 2 742 milliers d'euros contre 1 500 milliers d'euros en 2018, soit une hausse de +82,7%.

Le résultat d'investissement s'établit à 106 milliers d'euros contre 153 milliers d'euros en 2018, soit une baisse de 31,0% due aux conditions de marchés financiers.



B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

La Rurale s'appuie sur le système de gouvernance d'Allianz France dont elle fait partie. Elle bénéficie ainsi d'une organisation efficiente et d'une expertise en matière de gestion des risques inhérents à son activité d'assurance Non-Vie.

Les membres de son Conseil d'Administration et de sa Direction Générale répondent aux exigences réglementaires de compétence, d'expertise et d'honorabilité. Cela permet de définir et mettre en œuvre une stratégie de développement en adéquation avec ses activités et le profil de risque souhaité.

Cette section décrit le dispositif global de gestion des risques et de contrôle interne, organisé en trois lignes de défense, dans le cadre duquel interviennent les quatre Fonctions clés (Gestion des Risques, Vérification de la Conformité, Actuarielle et Audit Interne) requises par la réglementation Solvabilité II. Ce dispositif met en œuvre la stratégie d'Allianz France pour assurer la gestion efficiente des risques au sein de La Rurale.

Au titre de l'exercice 2019, aucun changement important n'est survenu dans le système de gestion des risques.

Formule Standard

La Rurale évalue ses risques de souscription, de marché, de crédit et opérationnels conformément à la Formule Standard; celle-ci lui permettant de capturer et de modéliser correctement l'ensemble de ses risques.

C. PROFIL DE RISQUE

Le profil de risque de La Rurale s'intègre dans un dispositif cohérent des limites, des contrôles et de la maîtrise de l'appétence de ses risques, en adéquation avec son activité et sa stratégie de développement.

L'impact des risques auxquels La Rurale est exposée est mesurable à l'aide de la Formule Standard. La Rurale est

essentiellement exposée au risque de de souscription Non-Vie, qui représente 68% du BSCR avant diversification en 2019. L'évolution de l'activité explique la hausse du risque de souscription à travers l'effet volume.

Au 31 décembre 2019, le SCR de La Rurale est de 4 165 milliers d'euros (vs 3 172 milliers d'euros en 2018).

D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Les catégories d'actifs et de passifs qui composent le bilan Solvabilité II ont été valorisées conformément aux exigences réglementaires, c'est-à-dire, principalement à leur valeur de marché.

Comparés au bilan en normes françaises, les écarts de valorisation les plus importants concernent :

- les provisions techniques, enregistrées à leur valeur économique prospective au bilan Solvabilité II contre une vision prudente et rétrospective dans les comptes sociaux (-22,1 millions d'euros de variation);
- les impôts différés (passifs), dû à l'absence de constatation d'impôts différés en normes françaises et à la constatation en Solvabilité II d'impôts différés relatifs aux différences temporelles résultant de la valorisation des actifs et passifs (+6,7 millions d'euros de variation).

Bilan Prudentiel (en milliers €)	31/12/2019
Actifs	55 397
Actifs incorporels	-
Actifs financiers	16 700
Prêts	18 538
Actifs en représentation des UC	-
Autres actifs	20 159
Passifs	34 690
Provisions techniques brutes	19 110
Meilleure estimation	18 705
Marge de risque	405
Autres passifs	15 580
Excédent d'actif sur passif*	20 707

* Au 31 décembre 2019, un paiement de dividende de 4 000 milliers d'euros sera proposé par le Conseil d'Administration de La Rurale à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

E. GESTION DU CAPITAL

La Politique de Gestion du Capital de La Rurale s'inscrit dans celle définie par le Groupe Allianz. Elle permet d'asseoir sa solidité financière, base essentielle de la viabilité de son activité sur le long terme, en assurant notamment la disponibilité d'éléments de fonds propres suffisants et de qualité, éligibles à l'absorption des pertes en cas de survenance d'un événement exceptionnel.

Au 31 décembre 2019, La Rurale affiche exclusivement des Fonds Propres de qualité, exclusivement composés de Fonds Propres de base de niveau 1 non-restreints.

Au cours de l'exercice 2019, La Rurale a respecté en permanence les exigences réglementaires en matière de couverture de son besoin global de solvabilité et choisi un profil de risque en adéquation avec les hypothèses sous-jacentes de la Formule Standard ; ceci lui a permis de poursuivre son activité dans le respect de la confiance accordée par ses clients.

Le ratio SCR au 31 décembre 2019 est de 401% contre 397% au 31 décembre 2018.

En milliers d'euros	2019	2018	Variation
Fonds propres éligibles (1)	16 707	12 605	4 102
SCR (2)	4 165	3 172	993
MCR (3)	2 500	2 500	-
Ratio de solvabilité SCR = (1)/(2)	401%	397%	4 ppts.
Ratio de solvabilité MCR = (1)/(3)	668%	504%	164 ppts.

ACTIVITE ET RESULTATS

A

A.1. Activité et résultats

A.1.1. Renseignements généraux

La Rurale est une société anonyme de droit français régie par le Code des Assurances.

Elle est placée sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), qui est l'organe de supervision français de la banque et de l'assurance. L'ACPR est situé au 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09.

Le commissaire aux comptes de La Rurale est *PricewaterhouseCoopers Audit* dont le siège social se situe au 63 rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine et dont le mandat a commencé à courir le 7 juin 2018 à la suite de la démission de KPMG SA. Ce mandat a une durée de cinq (5) ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à approuver les comptes clos au 31 décembre 2022.

Le capital de La Rurale est entièrement libéré. Il s'élève à 960 000 euros et se compose de 60 000 actions au 31 décembre 2019. La répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	2019			2018		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Allianz IARD 1 cours Michelet – CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex	59 968	99,95%	99,95%	59 968	99,95%	99,95%
Autres actionnaires minoritaires	32	0,05%	0,05%	32	0,05%	0,05%
Total	60 000	100%	100%	60 000	100%	100%

Tableau 1 - Répartition du capital au 31 décembre 2019

La Rurale est une entité détenue de façon ultime par le Groupe Allianz, dont la maison mère Allianz SE est une société européenne de droit allemand et dont le siège social est situé à Königinstrasse 28, 80802 Munich en Allemagne. La maison mère est placée sous le contrôle de la BaFin.

La Rurale est consolidée par intégration globale.

Dans la structure juridique du Groupe Allianz, La Rurale est détenue à 99,95% par Allianz IARD comme illustré par l'organigramme simplifié présenté en Figure 1.

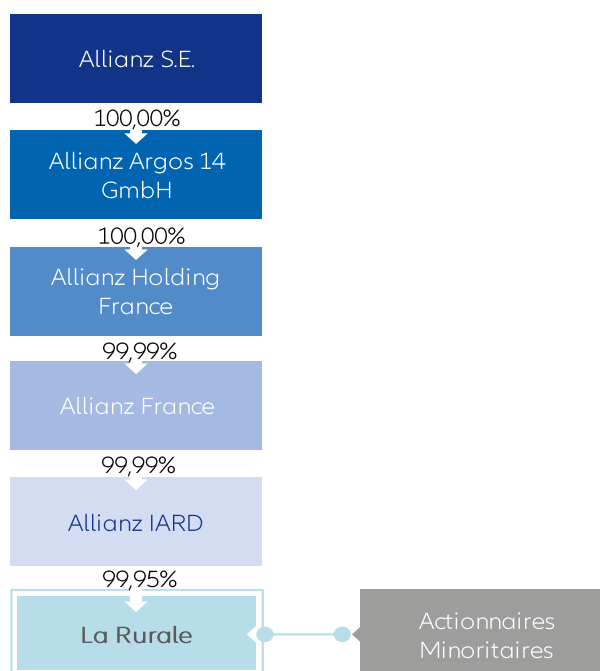


Figure 1 - Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2019

La Rurale est une entité d'assurance sur le secteur d'activité agricole et sur le périmètre géographique France.

À titre principal, La Rurale exerce des opérations d'assurance Non-Vie dans la catégorie Assurance de Récoltes et plus précisément dans les branches suivantes : (i) Incendies et Éléments Naturels ; et, (ii) Autres Dommages aux Biens (Risques divers). Les deux (2) branches appartiennent au LoB Solvabilité II « Incendie et Autres Dommages aux Biens ».

Au 31 décembre 2019, La Rurale n'a pas de filiale et ne contrôle pas de société.

A.2. Résultat de souscription

A.2.1. Activité de souscription

Le chiffre d'affaires brut de réassurance de La Rurale s'élève à 44,5 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 40,3 millions d'euros en 2018.

	En milliers d'Euros	2019	2018	Variation
Domage		44 473	40 330	4 143
Chiffre d'affaires*		44 473	40 330	4 143

*Données en normes françaises

Tableau 2 - Chiffre d'affaires brut de réassurance, en normes françaises

L'intégralité de l'activité de La Rurale est portée par la Non-Vie. La croissance du chiffre d'affaires hors cessions est de +10,3% sur un an. Le chiffre d'affaires bénéficie d'un fort développement de son activité, les clients recherchant un surplus de couverture suite à plusieurs années marquées par des épisodes de grêle et autres sinistres comme le gel, la sécheresse et l'excès d'eau.

A.2.2. Résultat de souscription

Le résultat est présenté net de réassurance et hors frais financiers. Les frais financiers font en effet partie de l'analyse des résultats financiers.

	En milliers d'Euros	2019	2018	Variation
Domage		2 808	1 507	1 301
Autres*	-	66	6	60
Résultat de souscription		2 742	1 500	1 242

Données en normes françaises

* Correspond principalement aux autres frais.

Tableau 3 - Résultat de souscription net de réassurance, en normes françaises

Pour rappel, la sinistralité en 2018 avait été particulièrement marquée par les épisodes de grêle. La bonne répartition de nos engagements sur l'ensemble du territoire national permet d'équilibrer les résultats.

A.3. Résultat des investissements

A.3.1. Le résultat financier et ses composantes

a) Répartition du portefeuille des placements financiers

La Rurale investit une part importante de ses actifs dans des produits stables et de long terme, principalement des produits de taux (obligations d'Etats et du secteur privé). La répartition des investissements en 2019 et 2018 est représentée ci-dessous :

	2019		2018		Variation	
En milliers d'Euros	Juste valeur	% Valeur au bilan	Juste valeur	% Valeur au bilan	Juste valeur	% Variation
Obligations	16 700	46%	14 090	96%	2 610	19%
Obligations d'Etat	7 474		6 973		501	
Obligations secteur privé	9 226		7 116		2 109	
Prêts et prêts hypothécaires	18 538	51%	21	0%	18 517	86488%
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 275	3%	629	4%	646	103%
Total	36 513	100%	14 740	100%	21 773	

Tableau 4 - Répartition du portefeuille d'investissement en juste valeur Solvabilité II

La valeur du portefeuille d'investissement a sensiblement augmenté en 2019 comparativement à 2018, +21 773 milliers d'euros. Cette variation provient de la poche obligataire qui s'est appréciée compte-tenu du contexte des taux bas, et des nouveaux investissements réalisés dans la ligne « Prêts et prêts hypothécaires ».

b) Le résultat d'investissement

L'évolution du résultat d'investissement et de ses composantes est principalement liée aux mouvements induits par la répartition des investissements et l'impact de l'évolution des marchés financiers.

	Instruments de taux			Autres			Total		
En milliers d'Euros	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Revenus courants	220	231	- 12	15	18	2	204	214	- 9
Plus ou moins values réalisées	40	0	40	-	-	-	40	0	40
Frais des placements							138	61	- 78
Résultats des investissements	259	232	28	15	18	2	106	153	- 47

Tableau 5 - Résultat d'investissement en normes françaises

Le résultat d'investissement s'élève à 106 milliers d'euros en 2019, soit une baisse de 31,0% par rapport à 2018. Cette baisse est essentiellement due à une hausse des frais de placements compensée en partie par la réalisation de plus-values.

c) Les dépenses

En 2019, les dépenses relatives aux frais de placements s'élèvent à 138 milliers d'euros contre 61 milliers d'euros en 2018. Cette hausse est due à une augmentation des frais de droit de garde.

A.3.2. Les pertes et profits comptabilisés directement en fonds propres

Dans les états financiers en normes françaises, aucun élément n'est comptabilisé directement en fonds propres sans impacter le résultat.

A.3.3. Informations relatives aux investissements de titrisation

La Rurale ne dispose d'aucun placement en titrisation.

A.4. Résultat des autres activités

La Rurale n'exerce pas d'activités, autres que la souscription de contrats d'Assurance Non-Vie et la gestion de ses placements.

A.5. Autres informations

Toutes les informations importantes concernant l'activité de La Rurale ont été reportées plus haut.

SYSTEME DE GOUVERNANCE

B

B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

B.1.1. Modalités générales de gouvernance

La Rurale accorde une importance particulière à la mise en œuvre d'une organisation de gouvernance robuste et efficiente. Cela participe à la maîtrise des risques dans son activité et au bon équilibre entre une culture de risques et la promotion de la performance et de l'innovation. La Rurale est dotée d'une Direction Générale et d'un Conseil d'Administration. Pour les fonctions opérationnelles, La Rurale s'appuie sur différents comités d'Allianz France dont elle fait partie, assurant ainsi le bon fonctionnement de l'organisation.

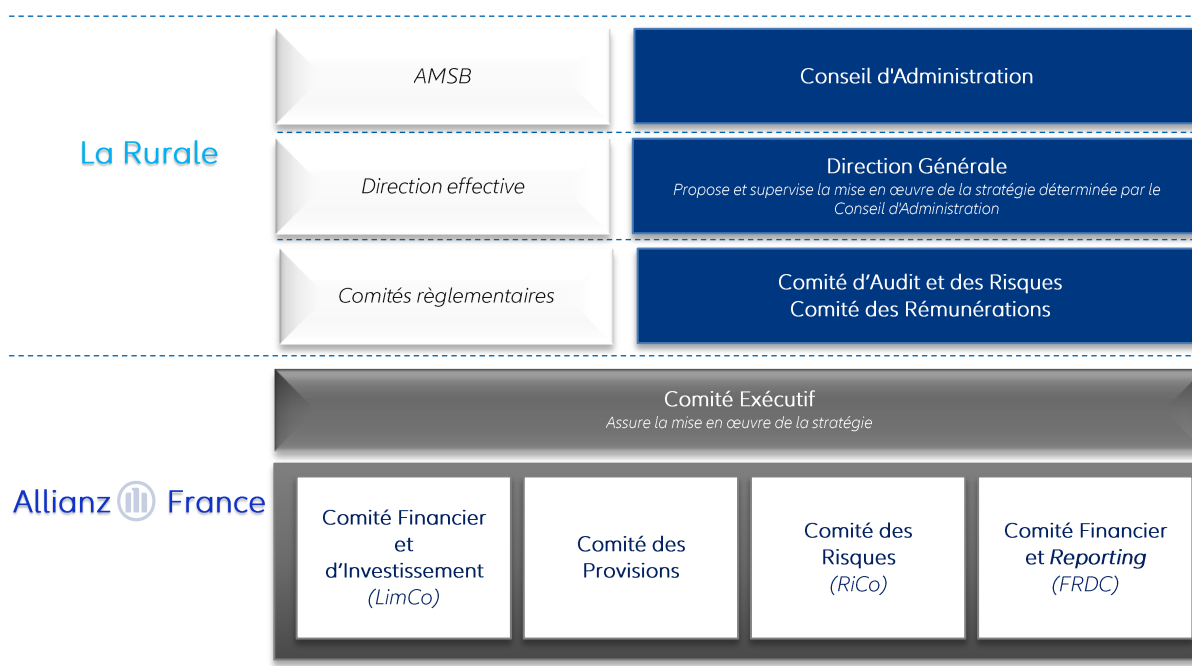


Figure 2 - Présentation de la gouvernance et de la structure des comités

a) Le Conseil d'Administration

La présidence du Conseil d'Administration est assurée par M. François Nédey. Le Conseil d'Administration délibère sur toute question relevant de ses attributions légales ou réglementaires. Il détermine les orientations stratégiques de l'activité de La Rurale et veille à leur mise en œuvre. De ce fait, il veille notamment à :

- approuver les orientations stratégiques de l'activité et les budgets y afférents ;
- assurer la bonne gestion des risques, surveiller l'intégrité financière ;
- faire un rapport aux actionnaires sur l'entreprise et ses performances.

Les principes régissant le fonctionnement du Conseil d'Administration sont formalisés dans le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration qui décrit notamment ses pouvoirs ainsi que ses missions et obligations. Il se réunit aussi souvent que nécessaire. Les membres du Conseil d'Administration sont nommés pour une durée de trois (3) ans.

Le Conseil d'Administration de La Rurale est composé de cinq (5) administrateurs :

Nom et Nationalité	Fonction au sein du Conseil d'Administration
M. François Nédey Nationalité française	Président du Conseil d'Administration
M. François-Jérôme Prum depuis le 13/06/2019 Nationalité française	Administrateur
M. Jean-Jacques Doreau Nationalité française	Administrateur

Nom et Nationalité	Fonction au sein du Conseil d'Administration
M. Pierre Vaysse Nationalité française	Administrateur
Allianz IARD, représentée par M. Damien Ladous Nationalité française	Administrateur

Tableau 6 – Membres du Conseil d'Administration**Le Comité d'Audit et des Risques**

Conformément aux dispositions des Articles L.823-19 et L.823-20 du Code de Commerce et de l'Article L.511-46 du Code Monétaire et Financier, le Conseil d'Administration d'Allianz France du 16 septembre 2009 a instauré un Comité d'Audit et des Risques. En application de l'Article L.322-3 du Code des Assurances, ce Comité d'Audit et des Risques inclut également dans son périmètre de compétences les sociétés d'assurances d'Allianz France dont fait partie La Rurale. Elle est, par conséquent, dispensée de mettre en place un tel comité.

Au 31 décembre 2019, le Comité d'Audit et des Risques d'Allianz France se compose de trois (3) membres dont un (1) administrateur indépendant :

Nom	Fonction
Mme Marita Kraemer	Administratrice indépendante et Présidente du Comité d'Audit et des Risques
M. Jean-Jacques Cette	Administrateur représentant les salariés
M. Thomas Loesler	Administrateur

Tableau 7 – Membres du Comité d'Audit et des Risques

Assistent notamment aux sessions de travail de ce Comité la Directrice Financière et le Directeur de l'Unité Ressources et Performance Opérationnelle. Le Comité d'Audit et des Risques est notamment en charge :

- d'assurer le suivi :
 - du processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, formuler des recommandations pour en garantir l'intégrité ;
 - de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ainsi que le cas échéant de l'Audit Interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, dans le respect de l'indépendance de la Fonction d'Audit Interne ;
 - du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
 - de la politique, des procédures et des systèmes de gestion des risques ;
 - des engagements hors bilan, en effectuant une revue annuelle de ces derniers et en réalisant semestriellement un point sur la consommation du plafond autorisé pour les sociétés du périmètre de compétence du Comité d'Audit et des Risques et ayant accordé une autorisation annuelle ;
- de s'assurer du respect par les commissaires aux comptes des conditions d'indépendance qui s'imposent à eux ; d'émettre une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation ou au renouvellement adressée au Conseil d'Administration, élaborée conformément aux dispositions de l'Article 16 du Règlement (UE) N° 537/2014 ;
- d'approuver les services fournis par les commissaires aux comptes, autres que la certification des comptes ;
- de rendre compte régulièrement au Conseil d'Administration de l'exercice de ses missions, des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il appartient au Comité d'Audit et des Risques d'informer sans délai le Conseil d'Administration de toute difficulté rencontrée.

Pour réaliser ses missions, le Comité s'appuie sur les travaux réalisés par les différents comités mis en place au sein d'Allianz France en leur demandant régulièrement des informations et en questionnant ces informations si nécessaire.

Le Comité des Rémunérations

Au 31 décembre 2019, le Comité des Rémunérations se compose de cinq (5) membres :

Nom	Fonction
M. Jacques Richier	Président Directeur Général d'Allianz France et Président du Comité des Rémunérations
Mme Clarisse Kopff	Directrice Unité Finance
Mme Elizabeth Sfez	Directrice des Ressources Humaines
M. Fabien Wathlé	Directeur Unité Ressources et Performance Opérationnelle
M. Thomas Loesler	Responsable <i>Business Division Western & Southern Europe Allianz SE</i>

Tableau 8 – Membres du Comité des Rémunérations

Son rôle est d'assister le Conseil d'Administration de La Rurale, à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne tous les grands projets de rémunération et avantages sociaux, en particulier des hauts dirigeants et de veiller à ce que toutes les questions de rémunération soient alignées avec la Politique de Rémunération Globale du Groupe Allianz.

b) La Direction Générale

Le Directeur Général de La Rurale représente la société dans ses rapports avec les tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom et pour le compte de la société. Ces pouvoirs sont exercés dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux attribués par la loi au Conseil d'Administration et aux Assemblées d'Actionnaires. Dans la limite de ces pouvoirs, il peut constituer tous mandataires spéciaux avec ou sans faculté de délégation. Il ne peut toutefois, en application de l'Article L.225-35 alinéa 4 du Code de Commerce, consentir aucun aval, caution ou garantie en faveur de tiers sans l'autorisation expresse du Conseil.

La direction effective de La Rurale est assurée par le Directeur Général, M. Stanislas de Baynast, et par le Président du Conseil d'Administration, M. François Nédey.

c) Le Comité Exécutif

Le Comité Exécutif émet des recommandations sur la mise en œuvre de la stratégie de La Rurale. Les membres du Comité Exécutif se réunissent chaque trimestre pour procéder à une revue de la progression de la mise en œuvre de la stratégie. Ces réunions sont présidées par le Président-Directeur Général d'Allianz France M. Jacques Richier.

La composition du Comité Exécutif au 31 décembre 2019 est :

Nom	Fonction principale
M. Jacques Richier	Président - Directeur Général d'Allianz France
Mme Clarisse Kopff	Directrice Unité Finance
M. Fabien Wathlé	Directeur Unité Ressources et Performance opérationnelle
M. Pascal Thébé	Directeur Unité Data, Client et Communication
M. Matthias Seewald	Directeur Unité Investissements
M. Franck Le Vallois	Directeur Unité Distribution
Mme Anne-Sophie Grouchka	Directrice Unité Service Client
M. Sylvain Coriat	Directeur Unité Technique et Produits pour les Assurances de Personnes

Nom	Fonction principale
M. François Nédey	Directeur Unité Technique et Produits pour les Assurances de Biens et Responsabilité

Tableau 9 – Membres du Comité Exécutif

Le Comité Exécutif n'a pas un pouvoir décisionnel formel. Il s'agit d'un organe consultatif contribuant à assister la Direction Générale de La Rurale dans l'élaboration de sa stratégie et de ses projets stratégiques. Par ailleurs, il contribue à l'étude et à la prise de décisions relatives à des sujets opérationnels clés ou des initiatives stratégiques.

Pour réaliser ces missions, les membres du Comité Exécutif s'appuient sur les travaux réalisés par les différents comités mis en place au sein d'Allianz France notamment le Comité Financier et Reporting (FRDC), le Comité des Risques (RiCo), le Comité des Provisions (Vie et Non-Vie) et le Comité Financier et d'Investissement (LimCo).

Les comités du Comité Exécutif

Le **Comité Financier et Reporting (FRDC)** assiste le Président Directeur Général et la Directrice Financière pour qu'ils puissent garantir l'exactitude, la complétude, la justesse et le respect des délais pour la communication financière trimestrielle du Groupe sur le périmètre d'Allianz France.

Le **Comité des Risques (RiCo)** a compétence sur l'ensemble des risques techniques, financiers et opérationnels, et a pour principaux objectifs :

- de définir la politique de gestion des risques (dispositif et gouvernance) ;
- de définir la stratégie et l'appétence aux risques et les limites associées visant à contrôler le niveau de risque, déclinées par type de risques (ou autres indicateurs équivalents) sur différents périmètres ;
- d'orienter les choix stratégiques majeurs, tels que la politique d'investissements, de réassurance, de gestion des risques catastrophiques et de souscription ;
- de superviser et de contrôler le dispositif de gestion des risques (et sa conformité aux différentes politiques, minimum standards et *guidelines*) ;
- de proposer des systèmes de limites de risques et contrôler leur application ;
- d'identifier les risques élevés ou des profils de rentabilité insuffisants des produits ou lignes d'activités ;
- de proposer des solutions financières adaptées pour assurer un bon équilibre entre les besoins et les ressources afin de garantir la solvabilité économique et réglementaire des compagnies d'assurances ;
- de proposer des plans d'actions pour atténuer et remédier aux risques les plus importants, notamment ceux figurant dans le *Top Risk Assessment* - TRA et de s'assurer de leur bonne exécution ;
- de s'assurer du niveau de solvabilité et d'excédent de capital disponible selon les normes Solvabilité II en vigueur ;
- de calculer l'impact des *stress-tests* sur la solvabilité ;
- de réaliser un suivi direct de l'ORSA ;
- de valider les stratégies d'investissements (ALM)
- de présenter l'évolution quantitative des risques dans le temps et par ligne de métier pour éclairer le *Management* ;

Le Comité tient ses prérogatives du Comité Exécutif, auquel il rapporte directement, et auquel il soumet des recommandations pour approbation.

Le Comité des Risques reporte au Comité d'Audit et des Risques à travers le Directeur des Risques qui remonte les indicateurs portant sur les risques les plus importants.

Le Comité des Risques s'appuie à son tour sur divers comités spécialisés tels que mentionnés à la Section « *B.1.1.e) Les autres comités* » auxquels il a délégué des missions spécifiques.

Le **Comité des Provisions Non-Vie (Non Life Reserve Committee)** a pour objectif d'assister la Directrice Financière et les dirigeants effectifs de La Rurale pour qu'ils puissent : (i) garantir l'exactitude, la complétude, la justesse et le respect des méthodes pour le calcul des provisions ; (ii) donner un aperçu de la qualité des données et des incidents rencontrés lors du processus de clôture ; et, (iii) effectuer des analyses techniques justifiant les évolutions des provisions et du résultat.

Le **Comité Financier et d'Investissements (LimCo)** joue un rôle important au niveau de : (i) la supervision des problématiques d'allocation stratégique d'actifs ; (ii) le respect des limites de risque ; et, (iii) le respect de la Politique d'Investissement au niveau des performances boursières, des stratégies de couverture ou la politique de financement des sociétés notamment servant de support aux investissements. Il décide notamment des mandats donnés aux sociétés de gestion, des investissements stratégiques, du recours au financement et de certaines transactions individuelles nécessitant autorisation.

d) Comité de Gouvernance et de Contrôle Interne

Ce comité est un organe consultatif contribuant notamment à assister le Conseil d'Administration de la société dans sa revue régulière du système de gouvernance.

Les missions du Comité comprennent:

- améliorer et soutenir l'efficacité opérationnelle et organisationnelle des systèmes de gouvernance et de contrôle interne;
- examiner au moins une (1) fois par an le système de gouvernance et donc à cet effet :
 - d'évaluer la pertinence (test d'adéquation);
 - d'évaluer l'efficacité du système de gouvernance; et,
 - d'émettre un rapport aux Conseils d'Administration;
- accompagner les Conseils d'Administration des sociétés du périmètre au regard de leur responsabilité en matière de gouvernance réglementaire et d'impératifs organisationnels et de contrôle;
- mettre en place un échange structuré et institutionnalisé sur les thèmes de gouvernance et de contrôles transversaux des activités aux fins de permettre une approche cohérente (processus, méthodologies, évaluations, matérialité, etc.);
- échanger sur les points d'attention identifiés par chacun des titulaires de Fonctions clés, et renforcer les interactions et la collaboration entre eux en matière de gouvernance et de contrôle, ce qui inclut la mise en place d'un examen coordonné du système de gouvernance;
- améliorer et promouvoir la culture de gouvernance Solvabilité II et la culture des risques au sein des sociétés du périmètre.

Les membres du Comité se réunissent régulièrement. Ces réunions sont présidées par la Secrétaire Générale d'Allianz France.

La composition du Comité au 31 décembre 2019 est la suivante :

Nom	Fonction principale
Mme Véronique Bied-Charreton	Secrétaire Générale – Présidente du Comité
M. Jacques Kerforne	Fonction clé Conformité
Mme Tatiana Zeller	Fonction clé Audit Interne
M. Rémi Saucié	Fonction clé Gestion des Risques
Mme Stéphanie Pelletier	Fonction clé Actuarielle
Mme Angélique Sellier-Levillain	Fonction clé Juridique
M. Jean-Denis Malpelet	Directeur Résilience et Protection
Mme Marlène Hervier	Directrice Contrôle Permanent

Tableau 10 – Membres du Comité de Gouvernance et de Contrôle Interne

e) Les autres comités

Le **Comité des Risques Produits (RiCo Produits)** qui a pour objet de procéder à l'identification, l'analyse et la quantification des risques de toute nature (conformité, rentabilité, juridique, fiscal, opérationnel, réputation, ...) des nouveaux/ évolutions de produits d'assurances en Vie, IARD, Santé et Prévoyance.

Le **Comité des Risques Investissements (RiCo Investissements)** qui a pour objet de procéder à la revue de l'ensemble des risques (financiers, juridiques, fiscal, réputation, opérationnels, ...) des nouveaux instruments financiers et placements.

Le **Comité des Risques Réassurance (RiCo Réassurance)** qui a pour objet de procéder à la revue du plan de réassurance pour l'année à venir.

Le **Comité de Maitrise des Risques Opérationnels (CMRO - Allianz France ORM Committee)** qui a pour objet de procéder à l'organisation et au suivi des risques opérationnels dans le cadre de l'approche IRCS.

Le **Comité des Risques des Prestations Externalisées (l'O-Rico)** dont le rôle a pour objet de contribuer à la maîtrise des risques opérationnels sur les prestations externalisées, y compris les activités déléguées.

Le **Comité de Pilotage Solvabilité II** qui a pour objet de procéder à la supervision de la mise en œuvre et de la gouvernance de la Directive Solvabilité II pour les piliers I et II.

Le **Comité CPIC** intervient pour le portefeuille des projets au niveau d'Allianz France - *Top Programs*, Grands Projets, *Others*, *Must Do* et *Récurrents*. Il a pour objet: (i) de piloter l'exécution du Plan Stratégique; (ii) de fixer la politique des investissements pluriannuels Allianz France en cohérence avec la stratégie et les grandes priorités; (iii) d'allouer les ressources nécessaires (IT, ERH

- Etudes Recherches et Honoraires) aux unités par catégorie d'investissement; et, (iv) de contrôler l'exécution de la Politique d'Investissement et les résultats produits.

Le **Comité Fonds Propres** a pour objet : (i) de présenter le montant réel des fonds propres disponibles; (ii) d'expliquer la variation des fonds propres comptables pour répondre aux besoins réglementaires; et, (iii) de récapituler les incidents de clôture impactant la qualité des comptes.

Les comités dédiés à La Rurale :

Le **Comité ORSA P&C** se tient à minima deux (2) fois par an. En fin de premier trimestre, il discute et valide les résultats ORSA de fin d'année précédente, obligatoirement en préambule de la tenue des Conseils d'Administration. Au cours du quatrième trimestre, il discute et valide les résultats ORSA du premier semestre de l'année en cours et des travaux du plan à trois (3) ans.

Le Comité ORSA P&C :

- discute et valide les résultats de l'ORSA de La Rurale ;
- informe les membres des évolutions sur la Formule Standard de Solvabilité II ;
- informe les membres de l'évolution des bonnes pratiques du Groupe Allianz ou d'Allianz France relatives à la gouvernance Solvabilité II applicables à La Rurale ;
- prépare pour soumission au Comité des Risques d'Allianz France, les dossiers qui requièrent une validation spécifique ; plans d'actions (gouvernance, *use-test*, qualité des données, etc.), appétence aux risques, suivi des risques quantitatifs ou qualitatifs, etc. ;
- assure la diffusion des résultats ORSA à la Direction Générale de La Rurale et aux Fonctions clés Solvabilité II.

f) Les Fonctions clés

Les responsables de Fonctions clés de La Rurale ont été désignés au sein du Groupe Allianz conformément au Code des Assurances. L'exécution des missions relevant des Fonctions clés est réalisée au sein du même Groupe dans le cadre de la convention de groupement de moyens dont l'objet est la mise en commun par ses membres de tous moyens destinés à la fourniture de services et à la réalisation de missions.

Les quatre (4) Fonctions clés sont :

- la **Fonction de Gestion des Risques** : qui est notamment en charge de la mesure, du suivi et de l'analyse du besoin de capital en Formule Standard et remplit un rôle de soutien et de supervision dans le cadre du système de contrôle interne de La Rurale ;
- la **Fonction de Vérification de la Conformité** : qui est notamment en charge de fournir des conseils aux dirigeants sur le respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives afférentes aux activités d'assurance et de réassurance ;
- la **Fonction Audit Interne** : qui est notamment en charge de donner une assurance sur le degré de maîtrise des opérations ainsi que d'évaluer l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance ;
- la **Fonction Actuarielle** : qui est notamment en charge de la coordination du calcul des provisions techniques à des fins comptables et prudentielles.

La Rurale a désigné, outre les quatre (4) Fonctions clés réglementaires, deux (2) Fonctions clés additionnelles que sont les Fonctions « Juridique » et « Comptabilité et Reporting ».

Chacune des personnes amenées à exercer ces Fonctions clés, de la même façon que les dirigeants effectifs et les membres du Conseil d'Administration, se conforme à une revue de son honorabilité et de sa compétence sur la base d'une procédure interne. Leur désignation fait l'objet d'une notification auprès de l'ACPR. Les responsables de Fonctions clés disposent d'un accès direct au Conseil d'Administration de La Rurale, qui les entend au moins une (1) fois par an, et chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

g) Changements importants intervenus au cours de 2019

Le Conseil d'Administration de La Rurale en date du 8 avril 2019 a pris acte de la désignation, à compter du 1^{er} mars 2019, de M. Guillaume Simon à la Fonction clé Actuarielle en remplacement de M. Blaise Bourgeois.

Le Conseil d'Administration qui s'est tenu le 17 décembre 2019, a pris acte de la désignation de :

- Mme Tatiana Zeller à la Fonction clé Audit Interne en remplacement de Mme Stéphanie Pelletier ;
- Mme Stéphanie Pelletier à la Fonction clé Actuarielle en remplacement de M. Guillaume Simon ;
- Mme Angélique Sellier-Levillain à la Fonction clé Juridique en remplacement de Mme Tatiana Zeller,

et ce à compter du 1^{er} juillet 2019.

B.1.2. Pratiques et Politique de Rémunération

Une Politique de Rémunération globale a été définie et mise en œuvre au sein de La Rurale et répond aux obligations issues de la réglementation Solvabilité II en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016. Elle a pour objectif d'accompagner la stratégie de l'entreprise et d'aligner ses intérêts à long terme avec ceux des collaborateurs: (i) en établissant un lien étroit entre la performance et la rémunération à long terme; (ii) en évitant les potentiels conflits d'intérêts qui pourraient conduire à une prise de risque inconsidérée en vue d'un gain à court terme; (iii) en garantissant une offre compétitive et cohérente des rémunérations au regard des pratiques du marché; et, (vi) en s'assurant de la conformité de ses pratiques vis-à-vis de la réglementation.

La structure de rémunération vise à atteindre un juste équilibre entre les éléments de rémunération suivants :

- **la partie fixe**, qui correspond au salaire de base. Elle prend en considération le contenu du poste, le niveau des responsabilités, l'expérience et les pratiques du marché. Ce volet fixe représente le cas échéant une part suffisamment élevée de la rémunération totale pour éviter que le revenu des salariés dépende excessivement des composants variables dont ils peuvent bénéficier ;
- **la partie variable**, qui est composée d'une partie en numéraire (bonus annuel) et éventuellement d'une partie différée sous forme d'actions ou équivalent et/ou tout autre instrument. Lorsqu'elle est prévue, elle contribue à l'instauration d'un système de rémunération transparent, durable et approprié. Le volet rémunération variable est destiné à stimuler la performance sans pour autant encourager des prises de risques incompatibles avec le profil de risque de La Rurale ou du Groupe, y compris les limites de risque, conformément au Code de Déontologie de La Rurale.

Le volume et la pondération relative de la partie variable dépendent du niveau de responsabilité et du poste occupé ; autrement dit, plus le poste occupé représente des responsabilités importantes, plus la part en pourcentage de la rémunération variable sera importante par rapport à la rémunération fixe. La rémunération variable annuelle est intégralement soumise à des indicateurs de performance et aucun montant minimum de versement n'est garanti. Les indicateurs de performance collective sont issus des plans financiers, et servent de base à la définition d'objectifs financiers et opérationnels devant refléter la stratégie du Groupe Allianz et de ses entités.

La rémunération variable liée à la performance se fonde sur l'évaluation conjuguée de la performance individuelle et collective. La détermination du montant de la rémunération variable s'appuie sur :

- **la performance individuelle** qui est appréciée en fonction d'objectifs liés à des initiatives stratégiques et est revue chaque année. Elle tient compte des aspects quantitatifs et qualitatifs pertinents, dont le comportement et la qualité du *management* ; les résultats sont évalués dans le cadre d'un processus annuel de gestion des performances. La rémunération variable individuelle notamment des titulaires de Fonctions clés est indépendante de la seule performance quantitative des unités et divisions opérationnelles placées sous leur unique pouvoir de contrôle. Cela n'exclut pas la fixation d'objectifs basés sur les indicateurs de performance Groupe ou de l'entité opérationnelle applicables, dès lors que cela ne va pas à l'encontre de la fonction de contrôle et est conforme avec les obligations légales locales. En effet, les Politiques de Rémunération s'inscrivent dans le respect des règles de prévention des conflits d'intérêts en vigueur au sein du Groupe ;
- **la performance d'Allianz France dont fait partie La Rurale** qui est appréciée en fonction de l'évolution des objectifs financiers propres à Allianz France ou à l'entité économique, mais aussi d'après les indicateurs de performance clés ou la performance de certains instruments à long terme émis par la société, le cas échéant. L'évolution de l'action Allianz SE reflète également la performance du Groupe pour les salariés qui reçoivent une partie de la rémunération variable en actions Allianz SE.

L'évaluation de chacun de ces deux (2) éléments est établie séparément afin que l'ensemble de la rémunération variable versée reflète la performance de chaque élément de manière indépendante.

Dans une approche qui vise à s'assurer d'une saine gestion des risques dans le temps, le versement d'au moins 20% de la rémunération variable des dirigeants effectifs, des titulaires des Fonctions clés et des preneurs de risques (*Risk takers*) est différé dans le temps. La période de report dépendra du programme de rémunération correspondant et est au moins de trois (3) ans. Elle tient compte de la nature de l'entreprise, de ses risques ainsi que des activités des employés concernés.

La rémunération variable peut être aussi soumise à un ajustement afin de refléter l'exposition aux risques actuels et futurs et éviter les prises de risques.

Les dirigeants bénéficient au même titre que l'ensemble des collaborateurs de deux (2) régimes de retraite supplémentaire collectifs et obligatoires (entreprise et branche) à cotisations définies (Article 83 du Code Général des Impôts), dont les cotisations sont fixées à 1% du salaire brut pour le collaborateur (régime entreprise), et 3% du salaire brut pour l'employeur (1% régime de branche et 2% régime d'entreprise). Le niveau des prestations servies à la retraite n'est pas garanti.

Le régime collectif et obligatoire d'entreprise fait l'objet d'un contrat d'assurance qui garantit, lors du départ en retraite, le versement d'une rente viagère réversible. En cas de décès avant le départ en retraite, l'épargne portée sur le compte de retraite est versée aux bénéficiaires désignés.

Les collaborateurs peuvent également recevoir des avantages sociaux et indemnités dans le cadre des règles et conditions locales.

La gouvernance en matière de rémunération est claire, transparente et efficace. Elle comprend notamment la supervision de la Politique de Rémunération, l'examen régulier des systèmes de rémunération et des plans de rémunération et avantages sociaux. Ces politiques, ainsi que toutes modifications significatives au sein de la gouvernance de rémunération, sont soumises à l'approbation de l'ensemble des membres du Conseil d'Administration de La Rurale qui en supervise également la mise en œuvre.

B.1.3. Transactions importantes conclues au cours de l'exercice 2019

Pour les besoins du rapport, sont considérées comme des transactions importantes celles conclues pendant la période de référence avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur la société ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle au sens du Règlement Délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014.

En 2019, aucune transaction importante n'a été conclue.

B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité

B.2.1. Les exigences d'aptitudes de connaissance et d'expertise appliquées

Allianz France dont fait partie La Rurale assure la garantie de la compétence et l'honorabilité des *Seniors managers*¹ et des membres des Fonctions clés². Des procédures d'évaluation de leur compétence et honorabilité sont mises en place, conformément aux normes internes, aussi bien ponctuellement pour les personnes postulant à ces postes que de manière continue pour les personnes occupant ces fonctions. L'honorabilité et la compétence des postulants sont appréciées selon les qualifications, compétences, connaissances et l'expérience nécessaires pour remplir les exigences de chaque fonction :

- **les membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif** : doivent collectivement disposer de connaissances et compétences dans divers domaines tant dans la vision stratégique et commerciale, l'analyse financière et actuarielle, que dans l'environnement concurrentiel et réglementaire où évolue La Rurale. Ces connaissances et compétences sont appropriées à l'exercice des responsabilités dévolues au Conseil d'Administration. Une parfaite diversité des qualifications, connaissances et expériences doit être assurée au sein du Conseil d'Administration et la compétence collective doit être maintenue en permanence, y compris lorsque la composition du Conseil d'Administration connaît des changements ;
- **les autres *Seniors managers* (DG et DGD)** : doivent disposer des qualifications, de l'expérience et des connaissances décrites pour le Conseil d'Administration et le Comité Exécutif, dans la mesure où elles s'appliquent à la responsabilité qui leur incombe dans leurs fonctions, au regard du degré d'autonomie qui leur est accordé ;
- **les membres des Fonctions clés** : doivent disposer de la compétence requise pour leur permettre de s'acquitter des tâches qui leur ont été confiées dans le cadre de la politique propre à chaque Fonction clé et du droit applicable.

Pour le responsable de la Fonction clé « Actuarielle », sont requises : une connaissance et une pratique des statistiques, mathématiques actuarielles et financières en lien avec la complexité de l'activité et les risques inhérents à l'organisme.

Pour le responsable de la Fonction clé « Audit Interne », des compétences en méthodologie d'audit interne, des connaissances générales sur les activités importantes pour l'organisme donnant au responsable la capacité de comprendre et d'apprécier les problématiques remontées par les auditeurs experts, sont attendues.

Le responsable de la Fonction clé « Gestion des Risques » doit disposer d'une vision globale des risques de l'organisme, qu'ils soient directement liés aux activités d'assurance ou de réassurance, financiers ou opérationnels, ainsi que de leurs interactions et de l'ensemble des mesures prises pour s'en protéger. Il veille à assurer une vision prospective de ces questions.

Enfin, pour le responsable de la Fonction clé « Vérification de la Conformité », une connaissance suffisante de la réglementation et de l'activité de l'organisme, afin d'être à même d'appréhender l'exposition au risque de non-conformité est requise.

B.2.2. Processus d'appréciation de la compétence et de l'honorabilité

Allianz France, dont fait partie La Rurale, a mis en place des procédures lors du recrutement et des contrôles réguliers et ad hoc ainsi qu'une formation appropriée afin de garantir la compétence et l'honorabilité. L'évaluation d'aptitude a lieu en principe :

- **lors du recrutement** : avant la prise de fonction à travers :
 - l'établissement d'une fiche détaillée du poste qui indique clairement les exigences en matière de compétences ;

¹ Les *Seniors managers* sont définis comme les personnes qui dirigent effectivement l'entreprise, à savoir : (i) les membres du Conseil d'Administration ou de l'organe exécutif correspondant : le Comité Exécutif, défini comme l'organe collectif, chargé de diriger/piloter l'activité des sociétés et de gérer l'entreprise au quotidien ; et, (ii) les Directeurs Généraux (DG), et les Directeurs Généraux Délégués (DGD).

² Membres des Fonctions clés : il s'agit du titulaire de Fonctions clé et, parmi les n-1 du titulaire de ladite Fonction clé, des salariés disposant personnellement d'un pouvoir effectif de décision et d'un niveau réel de responsabilité significatif.

- l'examen du Curriculum vitae ;
- plusieurs entretiens dont l'un avec un professionnel des ressources humaines ;
- un contrôle possible des antécédents des candidats, comprenant éventuellement la vérification des références, une recherche sur les médias publics, la bonne réputation du candidat, l'absence de faillite préalable (un extrait de son casier judiciaire, etc.) et la vérification de ses qualifications ;
- **lors des contrôles réguliers** : pendant l'exercice de la fonction à travers une évaluation régulière de la concordance entre, les compétences et l'honorabilité de chaque personne, et les exigences de la fonction. Cela peut passer par les entretiens annuels d'évaluation ou les Comités de Carrières - CDC - pour les *Seniors managers* et les titulaires de Fonctions clés ; et,
- **lors des contrôles ad hoc** : dans certaines situations extraordinaires, pouvant soulever des interrogations sur la compétence ou l'honorabilité d'une personne.

Sur la base des informations recueillies lors du recrutement, de contrôles réguliers ou ad hoc ou d'une vérification préalable réalisée en cas d'externalisation, chaque cas doit être évalué individuellement, en tenant compte des aspects concernant la compétence et l'honorabilité. En cas de manquement à certaines connaissances, compétences ou qualifications, une formation est mise à disposition afin de permettre de satisfaire aux exigences de compétences propres à chaque poste. Une formation professionnelle appropriée est en permanence mise à la disposition (en interne ou dispensée par des prestataires externes) des *Seniors managers* et des membres des Fonctions clés.

A travers sa Politique de Compétence et d'Honorabilité, La Rurale a défini les principes, les critères et les processus qui garantissent l'adéquation et la régularité des *Seniors managers* et des Fonctions clés.

B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

B.3.1. Système de gestion des risques

Le système de gestion des risques (ou *Risk Management*) est une composante essentielle du processus opérationnel de l'activité de La Rurale dont les principaux objectifs consistent à :

- véhiculer une culture des risques à travers des principes clairs de gouvernance ;
- mettre en œuvre un dispositif performant d'analyse, de mesure et de contrôle des risques à travers la détermination et la formalisation de l'appétence au risque et des limites de tolérance aux risques ;
- déclencher lorsque nécessaire et dès que possible une action en réduction, en évitement, ou en couverture d'un risque ;
- contribuer au développement durable de l'activité de La Rurale à travers la détermination et la formalisation de stratégie des risques.

Ces objectifs se traduisent notamment dans la mise en place d'un dispositif de maîtrise des risques basé sur les quatre (4) éléments suivants :

- **identification des risques** : un cadre d'identification et de cartographie des risques constitue le socle d'une prise de risques et de décisions de gestion adéquates telles que les approbations de nouveaux produits et les allocations stratégiques d'actifs. Cela implique l'évaluation des risques, la prise en compte de la réglementation et la définition de méthodes d'évaluation ;
- **suivi des risques, pilotage et reporting** : un cadre complet de suivi et de pilotage des risques qualitatifs et quantitatifs permet d'évaluer le profil de risque global de l'entité et de déterminer si des actions doivent être prises (baisse des expositions ou revue des limites déléguées) ;
- **stratégie et appétence pour les risques** : la stratégie des risques définit l'appétence de La Rurale pour le risque et encadre la prise de risque ;
- **communication et transparence** : enfin, la transparence et la robustesse des informations sur les risques constituent la base de la communication de cette stratégie en interne et en externe en garantissant un impact positif et durable sur l'évaluation des risques. Cela renforce également la sensibilisation des parties prenantes au risque et à la diffusion de la culture du risque au sein de La Rurale.

Un tel dispositif vise à identifier et à surveiller de manière proactive tous types de risque en maintenant la gestion de ces risques au niveau opérationnel.

a) Stratégies et objectifs

La stratégie des risques définit l'appétence au risque et pose les conditions d'un développement durable de l'activité, en mettant en évidence les expositions de risque trop fortes ou à l'inverse, les possibilités de prise de risque supplémentaire. La définition d'appétence pour le risque constitue un des éléments du dispositif de pilotage stratégique à la disposition des instances dirigeantes.

La Rurale utilise la Formule Standard pour évaluer ses risques quantitatifs car celle-ci lui permet de capter et de modéliser correctement l'ensemble de ses risques financiers et assurantiels.

b) Structure de gouvernance de la gestion des risques

La Direction des Risques exerce la Fonction de Gestion des Risques, qui porte la responsabilité ultime de gestion des risques. Elle est rattachée à l'Unité Finance d'Allianz France, dont fait partie La Rurale, qui est sous la responsabilité du Directeur Financier et du Président Directeur Général d'Allianz France. La Direction des Risques est sous la responsabilité du Directeur des Risques - CRO (*Chief Risk Officer*).

Les grands principes de fonctionnement de la Fonction Gestion des Risques d'Allianz France, dont La Rurale fait partie, et son positionnement en deuxième ligne de défense (cf. Section « *B.4. Système de contrôle interne* ») sont affirmés dans la Politique de Risques. La Direction des Risques est ainsi responsable du contrôle et de la gestion des risques conformément à la Politique de Risque et émet une opinion sur les décisions d'investissement et de souscription prises par les opérationnels agissant en première ligne de défense.

Pour accomplir ses missions, la Direction des Risques d'Allianz France s'appuie également sur les responsables des départements exerçant des fonctions décentralisées de gestion des risques :

- les responsables du contrôle permanent d'Allianz France, qui supervisent en direct les activités de contrôle de la seconde ligne pour les métiers finance, fonctions centrales, IT, opérations, et via les responsables des directions du contrôle permanent des unités concernées, les métiers de la distribution et des investissements ;
- le responsable de la Direction ALM d'AIM Paris (Allianz Investment Management) en charge des études ALM ;
- le responsable des stratégies d'allocation d'actifs d'AIM Paris ;
- le responsable de la Direction AIM Finance en charge de la gestion du risque de crédit ; et,
- le responsable de la Direction de la Réassurance.

Afin de suivre et de contrôler les risques, le processus de prise de décision est inscrit dans la structure de gouvernance des risques et s'articule autour :

- du Conseil d'Administration de La Rurale dans la mise en œuvre de la Politique des Risques, de la stratégie des risques. La Direction des Risques apporte au Conseil d'Administration un éclairage sur la gestion des risques à travers plusieurs outils ou processus dont l'ORSA ;
- des comités qui agissent par délégation du Conseil d'Administration de La Rurale, du Comité Exécutif d'Allianz France ou du Comité des Risques d'Allianz France.

c) Processus de gestion des risques

La Direction des Risques a mis en place plusieurs outils afin d'identifier, mesurer et contrôler les risques auxquels La Rurale est exposée. La cartographie des risques de La Rurale présente notamment les risques de marché, crédit, souscription, opérationnels, réputation, liquidité et stratégiques.

La définition des différents risques évalués dans le SCR et les résultats des tests de résistances sont présentés dans la Section « *C. Profil de risque* ».

Le processus de gestion des risques se partage en plusieurs grands axes qui permettent d'assurer une évaluation continue de l'ORSA. Les résultats issus de ces processus donnent lieu à des *reportings* internes réguliers et des *reportings* normés à destination des dirigeants effectifs, du Conseil d'Administration et des Autorités de Contrôle :

- **processus quantitatifs** : ensemble des processus qui permettent :
 - une évaluation régulière dans le cadre des clôtures comptables du bilan économique, des fonds propres économiques et du SCR pour la Formule Standard ;
 - une évaluation prospective sur l'horizon du plan à trois (3) ans (*Planning Dialogue*) du bilan économique, des fonds propres économiques et du SCR pour la Formule Standard ;
 - des évaluations ponctuelles relatives à des *stress-tests* réglementaires ou internes ;
- **processus de pilotage des risques** : évaluations régulières et gestion :
 - du système de limites financières et techniques ;
 - du profil de risques ;
 - des sensibilités aux risques ;
 - d'un ratio de solvabilité optimal découlant des sensibilités prospectives ;
 - de l'émission ou de suivi des nouveaux produits d'assurance commercialisés ;
- **processus de revues qualitatives** : processus managériaux permettant de manière régulière, de procéder à une :
 - évaluation et pilotage des risques qualitatifs (*Qualitative Risk Assessment*) ;
 - évaluation, pilotage et suivi des limites sur les risques majeurs (*Top Risk Assessment*) ;
 - cartographie et évaluation des risques opérationnels (IRCS) ;
- **processus de gouvernance** : processus permettant de capter les prérogatives de gouvernance :

- des trois piliers de la Directive Solvabilité II ;
- des risques opérationnels ;
- de la qualité des données Solvabilité II ;
- des externalisations, y compris des délégations d'assurance.

La gestion des risques participe aux grands projets permettant de répondre aux évolutions réglementaires :

- du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ;
- de la Directive Distribution de l'Assurance (DDA) ;
- des articles de la Loi Sapin 2 relatifs à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;
- de la réglementation PRIIPS (Packaged Retail Investment and Insurance Products).

La gestion des risques participe à la revue du système de gouvernance d'Allianz France, dont La Rurale fait partie. Ce processus permet d'assurer au Conseil d'Administration l'adéquation et l'efficacité du dispositif de gouvernance en place, ainsi que la conformité des politiques locales, applicables à La Rurale, vis à vis des politiques Groupe Allianz.

d) Organisation du système de gestion des risques

La mesure du SCR complétée d'une approche par *scénarii* de stress associé sert de paramètre central pour définir l'appétence et la tolérance au risque. Le calcul et l'approche d'agrégation sont réalisés de manière cohérente avec l'activité de la compagnie. Pour compléter la mesure quantitative, une approche qualitative est déployée pour couvrir les risques non modélisés et les risques non-quantifiables et ainsi alimenter le besoin global de solvabilité.

B.3.2. L'évaluation interne des risques et de la solvabilité

En complément du système de gestion des risques présenté plus haut, Allianz France dont fait partie La Rurale effectue une évaluation des risques et de la solvabilité à travers son processus interne continu ORSA - *Own Risk and Solvency Assessment*.

Ce processus interne d'évaluation des risques et de la solvabilité s'intègre opérationnellement dans le système de gestion des risques. Il permet d'illustrer la capacité de La Rurale à identifier, mesurer et gérer les risques de La Rurale et les éléments de nature à modifier son profil de risque.

a) Description du processus ORSA

L'ORSA assure une vision consolidée et exhaustive des risques présents et à venir de La Rurale et définit le besoin en capital afférent sur un horizon de projection de trois (3) ans, en vision centrale, et dans le cadre de tests de résistance.

Le processus ORSA se matérialise par un rapport annuel à destination de l'AMSB et de l'ACPR qui présente i) l'évaluation du besoin global de solvabilité, compte tenu du profil de risque, des orientations stratégiques et de l'appétence aux risques de La Rurale ; ii) l'évaluation du respect permanent des obligations réglementaires concernant la couverture du ratio de Solvabilité, du minimum capital requis et des exigences concernant le calcul des provisions techniques ; et, iii) l'évaluation de la déviation du profil de risque de la compagnie par rapport aux hypothèses qui sous-tendent le calcul du SCR.

b) L'approche ORSA

La Direction des Risques est en charge d'animer et de coordonner le processus ORSA qui vise à une identification globale et coordonnée des risques auxquels La Rurale est exposée.

Le processus ORSA déployé chez La Rurale est basé sur les trois (3) axes majeurs suivants :

- **l'ORSA est une évaluation prospective de la suffisance des fonds propres économiques en couverture de l'exigence de risques.** Cela nécessite de réaliser régulièrement une évaluation exhaustive de tous les risques (quantitatifs et managériaux) inhérents à chaque compagnie afin de déterminer si l'exigence en capital est appropriée pour assurer un niveau suffisant de solvabilité, en permanence sur la durée du plan (à trois (3) ans) ;
- **l'ORSA soutient les décisions métier.** Pour cela, le processus ORSA s'appuie non seulement sur l'ensemble du système de gestion des risques afin de discuter et valider la suffisance de l'exigence de capital mais vise également à veiller à ce que la gestion des risques et des besoins de capitaux fassent partie intégrante du processus de décision de la compagnie ;
- **le Conseil d'Administration est un participant actif de l'ORSA et en est son garant.** Le *reporting* ORSA régulier permet de soumettre au Conseil d'Administration les résultats ORSA afin qu'ils soient discutés, questionnés puis validés. Le Conseil d'Administration peut alors instruire les mesures de gestion nécessaires pour atténuer les risques qu'il estime au-delà de son appétence. Il délègue aux comités compétents le soin de mettre en œuvre ces mesures et de donner régulièrement des informations sur les progrès réalisés.

Le déploiement du cadre et du processus ORSA a constitué un effort continu tout au long de l'année. Il s'est appuyé sur un calendrier partagé avec les Fonctions clés Solvabilité II et avec la Direction Générale. Il est principalement rythmé par : (i) le processus de clôture trimestrielle encadré par un dispositif de contrôles IRCS (*Integrated Risk & Control System*); et, (ii) le processus annuel de planification budgétaire du *Planning Dialogue*.

B.4. Système de contrôle interne

B.4.1. Description du système de contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des moyens qui permettent à la Direction Générale de s'assurer que les opérations réalisées, l'organisation et les procédures mises en place sont conformes aux dispositions légales et réglementaires, aux usages professionnels et déontologiques, et aux règles internes et orientations définies par l'organe exécutif de l'entreprise. Le dispositif de contrôle interne vise à :

- s'assurer de la continuité de l'activité et de la pérennité de La Rurale ;
- garantir la réalité, l'exhaustivité et l'exactitude des informations financières et de gestion ;
- créer un environnement stable de contrôle, reposant sur une culture du risque et du contrôle comprise et partagée par l'ensemble des membres du personnel ;
- conduire les activités de contrôle visant à prévenir les dysfonctionnements, à s'assurer de l'adéquation et du bon fonctionnement des processus internes ;
- exercer sur les risques encourus un contrôle suffisant pour en assurer la maîtrise ;
- vérifier l'intégrité et la disponibilité des systèmes d'information et de communication.

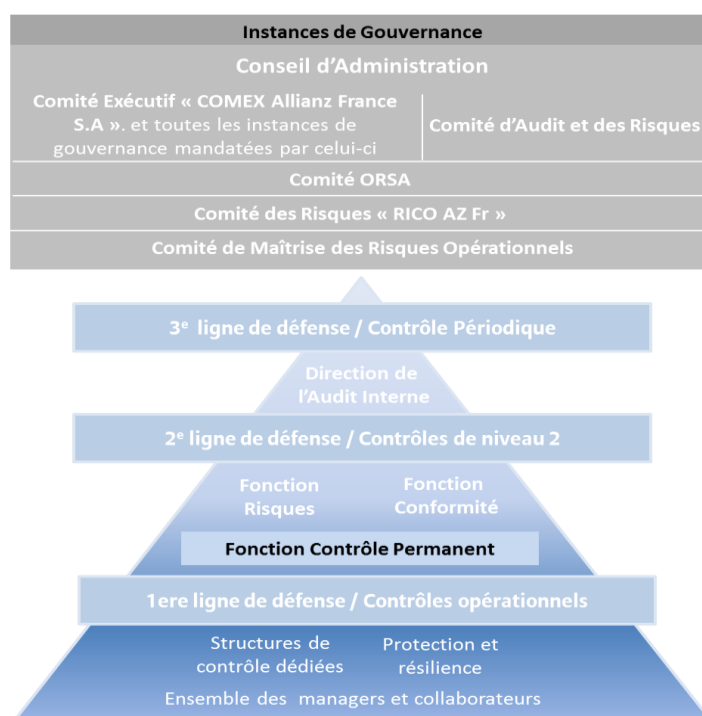


Figure 3 - Présentation du système de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est organisé selon le modèle des « trois lignes de défense » :

- en « 1^{ère} ligne de défense », le *management* opérationnel est responsable de la prise des risques, prend en charge leur prévention et leur gestion, ainsi que la mise en place des actions correctives éventuelles, et peut également compter depuis 2018 sur la Fonction Protection et Résilience ;
- la « 2^{ème} ligne de défense » assurée par :
 - la Fonction de Contrôle Permanent, spécialement chargée de s'assurer que les contrôles de premier niveau existent, qu'ils sont efficaces et bien exécutés. Elle s'assure aussi de structurer et animer le système de contrôle et de maîtrise des risques opérationnels ;
 - les Fonctions de Conformité et des Risques ;
- la « 3^{ème} ligne de défense » est assurée par l'Audit Interne. Elle donne une assurance indépendante par rapport aux première et deuxième lignes. Elle évalue l'efficacité du système de contrôle interne (*Internal Control System – ICS*), comprenant les activités exercées par les première et deuxième lignes.

Le système de contrôle interne se compose d'un cadre général s'appuyant depuis 2016 sur « un référentiel » unique de risques opérationnels ventilés en trois (3) grandes catégories de risques :

- les risques opérationnels propres au *reporting* financier et à la fiabilité de l'information financière ;
- les risques juridiques et de conformité ;
- les autres risques opérationnels, où il est fait référence aux sept (7) classes de risques retenues par la réglementation en vigueur.

Ce cadre général est complété de contrôles de gouvernance, appelés « contrôles au niveau de l'entité » dans la terminologie du Groupe Allianz et intègre également une déclinaison adaptée aux périmètres de sécurité des systèmes d'information, de la souscription et des investissements.

B.4.2. Fonction de la Vérification de la Conformité

La Fonction de Vérification de la Conformité veille au respect des dispositions législatives, réglementaires, administratives et au respect des principes déontologiques spécifiques aux activités d'assurance exercées par La Rurale. Elle veille également à la prévention du risque de réputation. Ses champs d'action en termes de risques sont principalement :

- la lutte contre la corruption ;
- la lutte contre la fraude interne ;
- la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- la protection de la clientèle ;
- la protection des données personnelles ;
- les sanctions financières et embargos internationaux ;
- la conformité financière ;
- le respect des obligations issues des lois « *Foreign Account and Tax Compliance Act* » - FATCA, ainsi que le « *Common Reporting Standard* » - FATCA OCDE.

Suite aux évolutions de la *Compliance Policy* d'Allianz SE, la Politique Conformité d'Allianz France et de La Rurale ont évolué en intégrant l'*anti-trust* (droit de la concurrence) dans les champs d'action de la Conformité à partir de 2020.

D'une façon générale, en application des dispositions de la Directive Solvabilité II en matière de conformité aux lois et règlements, les missions principales sont de définir les politiques, principes et procédures applicables en matière de conformité, de sécurité financière, d'en coordonner la mise en œuvre et d'en contrôler l'application. En tant que partie intégrante du dispositif de contrôle interne, ses missions s'articulent autour de :

- veiller au respect des règles éthiques professionnelles et assurer la prévention et la gestion des conflits d'intérêts ;
- assurer un rôle d'alerte et de suivi de la bonne prise en compte des évolutions légales et réglementaires en coordination avec la Fonction Juridique ;
- sensibiliser, former et conseiller les opérationnels sur les problématiques de conformité ;
- définir et mettre en œuvre des moyens de contrôle du risque de non-conformité (outils, procédures, formations, etc.) ;
- coordonner les relations de La Rurale avec les autorités administratives et de supervision sur les sujets de conformité ;
- mettre en œuvre les instruments de pilotage et d'animation de la filière et en rendre compte régulièrement aux instances de gouvernance de La Rurale.

La Fonction Conformité est une fonction indépendante rattachée à la Direction de la Conformité qui identifie, évalue et contrôle le risque de non-conformité dans l'ensemble des Unités et Directions d'Allianz France dont fait partie La Rurale. La Direction de la Conformité est rattachée au Pôle Réglementaire, Contrôle et Résilience d'Allianz France.

La Direction de la Conformité examine les faits marquants et les principales actions de remédiation menées sur les sujets de conformité, transversaux ou au sein des unités, ainsi que les thèmes de conformité d'actualité. La Direction de la Conformité contribue au programme d'évaluation des risques majeurs (TRA) et d'auto-évaluation des risques et des contrôles incombant à la Direction des Risques. Elle identifie et évalue annuellement, selon une approche descendante les principaux *scenarii* de risques de non-conformité. Elle évalue selon une approche ascendante les risques et contrôles de conformité dans le cadre du *Risk and Control Self Assessment* (RCSA). Enfin, la Fonction Conformité entretient des liens forts avec d'autres fonctions telles que la Fonction Juridique – sur les problématiques relatives à la veille réglementaire ; la Fonction Audit Interne – sur les sujets de contrôle périodique ; et la Fonction Risque dans le cadre de la collecte des événements de perte opérationnelle et des évaluations de risques.

B.5. Fonction Audit Interne

L'Audit Interne de La Rurale, dans une logique de contrôle périodique, assume le rôle ultime de « dernière ligne de défense » dans le cadre d'un dispositif de contrôle interne à trois niveaux. L'Audit Interne aide ainsi La Rurale à remplir ses objectifs par une approche systématique et rigoureuse, afin d'évaluer et d'améliorer l'efficacité de la gestion du risque et des processus de contrôle et de gouvernance.

Les principes de la Politique d'Audit de La Rurale permettent d'assurer l'indépendance et l'objectivité de la Fonction Audit Interne :

- la Fonction Audit Interne dispose d'une position au sein de la structure organisationnelle qui lui garantit l'indépendance nécessaire. Indépendance nécessaire signifie que la Fonction Audit Interne n'est exposée à aucune influence induite, par exemple en matière de rattachement hiérarchique, d'objectifs, de fixation de cibles, de rémunération ou de tout autre moyen. L'Audit Interne doit éviter les conflits d'intérêt, de fait ou apparents. Les auditeurs internes et la Fonction Audit Interne peuvent exprimer des évaluations et des recommandations, le titulaire de la Fonction Audit Interne (le Directeur de l'Audit Interne) rend compte directement au Directeur Général d'Allianz France et au Comité d'Audit et des Risques d'Allianz France (dont La Rurale fait partie). Il a un accès direct et régulier au Directeur Général d'Allianz France et au Président du Comité d'Audit et des Risques. Il existe également un lien fonctionnel avec le Directeur de la Fonction Audit du Groupe Allianz. La Fonction Audit Interne est également soumise à la supervision de *Group Audit* ;
- la Fonction Audit Interne a le droit de communiquer avec n'importe quel employé et de pouvoir accéder à toutes les informations, aux registres ou données nécessaires à l'exercice de ses responsabilités, dans la mesure où la loi le permet. Elle a la responsabilité et le droit de passer en revue les activités, procédures et processus dans tous les domaines du groupe sans limitation de périmètre. L'Audit Interne jouit du droit illimité d'obtenir des informations, et doit être informé par le *management* concerné des déficiences graves et des changements majeurs qui interviendraient dans le dispositif de contrôle interne. Ces informations doivent être traitées avec discrétion et de façon confidentielle.

Outre les activités d'audit, la Direction Générale de la société ou d'Allianz France peut chercher à prendre conseils auprès de l'Audit Interne. Cependant, l'Audit Interne ne peut pas compromettre son indépendance ni mettre en œuvre des procédures de travail. La conduite de missions de conseil reste donc très limitée en regard des activités cœur de métier d'audit et respecte le cadre de la bonne réalisation du plan d'audit.

Dans le cadre de l'évaluation annuelle du système de gouvernance de La Rurale, le Directeur de l'Audit Interne doit confirmer, au moins une (1) fois par an, l'indépendance de la Fonction Audit Interne ainsi que le respect des conditions nécessaires au bon exercice de sa fonction.

B.6. Fonction Actuarielle

La Fonction Actuarielle est une Fonction clé du système de gouvernance sous Solvabilité II. Elle est en charge :

- de coordonner le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- de garantir le caractère approprié des méthodologies et des hypothèses sous-jacentes utilisées pour le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- d'apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans ces provisions ;
- de superviser et de comparer les meilleures estimations aux observations habituelles ;
- d'émettre un avis sur la politique de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
- d'informer l'organe d'administration ou de gestion de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques ; et,
- de contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques.

Dans le cadre de ses différentes missions, elle s'inscrit dans une collaboration étroite avec plusieurs fonctions ; elle est présente dans plusieurs comités dont le Comité d'Approbation de la Souscription et du Produit, le Comité de Réassurance, les Comités des Risques et elle anime le Comité des Provisions. Son rôle est essentiellement de délivrer un avis au Conseil d'Administration de La Rurale.

La Fonction Actuarielle est attachée à la Direction Actuarielle qui est elle-même rattachée au Directeur Financier de l'Unité Finance d'Allianz France. Par ce rattachement, la Fonction Actuarielle est indépendante des unités liées à l'activité commerciale et au développement des produits.

B.7. Sous-traitance

Depuis 2016, le recours à la sous-traitance s'inscrit dans le cadre d'une Politique d'Externalisation en ligne avec la Directive Solvabilité II, qui est mise à jour chaque année. Cette politique est approuvée annuellement par le Conseil d'Administration de La Rurale. Son principal objectif consiste à définir ce qu'est une externalisation, les principes généraux notamment de catégorisation (fonction ou activité clé, critique ou simple) et la gouvernance du processus d'externalisation. La gouvernance s'appuie sur les Fonctions clés notamment la Conformité, les Risques et l'Audit Interne.

Sont traitées dans ce chapitre les activités confiées à des tiers qui répondent aux conditions suivantes : exécution d'une activité ou d'un service dans le cadre d'un accord, quelle que soit sa forme, conclu entre La Rurale et un prestataire de services qui serait autrement effectué par La Rurale elle-même. Les services et missions réalisés au sein du Groupe Allianz France dans le cadre du groupement de moyens mis en place ne rentrent pas dans ce périmètre.

Les principales activités externalisées concernent :

- la gestion d'actifs ;
- les prestations informatiques et autres services.

Les principales raisons qui conduisent à l'externalisation des activités sont notamment :

- la qualité de service rendu à travers la recherche de compétences techniques (personnes) ou technologiques (informatiques) ;
- la réduction des coûts : recherche des synergies en particulier avec d'autres filiales afin de réaliser des économies d'échelle (principalement pour la gestion d'actifs et les prestations informatiques).

La Rurale est particulièrement attentive à la maîtrise des activités sous-traitées et veille à l'intégration des exigences de continuité. Elle procède à un contrôle des compétences des intervenants extérieurs.

B.8. Autres informations

Aucune information supplémentaire concernant le système de gouvernance n'est à reporter.

PROFIL DE RISQUE

C

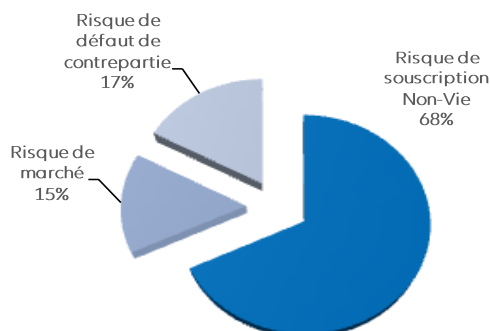
Le suivi du profil de risque est une composante importante dans la politique de risque de La Rurale ; il s'intègre dans l'ensemble des outils et processus de gestion des risques – cf. Section « B.3 - *Système de gestion des risques, y compris l'évaluation internes des risques et de solvabilité* ». Elle permet d'orienter la prise de risques dans le cadre de limites déterminées par l'appétence aux risques dont les principes sont :

- une maîtrise du niveau de risque et de volatilité de la rentabilité de l'activité ;
- une adéquation des fonds propres afin de satisfaire les exigences réglementaires ;
- une liquidité suffisante et un principe d'équilibre entre les actifs et passifs ;
- un niveau de concentration des risques faible à travers la diversification des portefeuilles actifs et passifs.

La Rurale est exposée à deux (2) catégories de risques : (i) les risques quantifiables qui comprennent le risque de marché, de crédit, de souscription et le risque opérationnel ; et, (ii) les risques non quantifiables tels que les risques émergents, de réputation, stratégiques et politiques. L'impact des risques auxquels La Rurale est exposée dans son activité est mesurable à l'aide de la Formule Standard. Le SCR correspond au montant de capital minimum dont elle doit disposer pour absorber les pertes potentielles estimées par la VaR (*Value At Risk*) à horizon un an et à un niveau de confiance de 99,5%.

La Rurale est essentiellement exposée au risque de souscription Non-Vie qui représente plus de 68% du BSCR en 2019 (cf. Section « E.2 – *Capital de solvabilité requis et minimum du capital requis* »).

Répartition du Basic Solvency Capital Requirement
par catégorie de risque (en %)
au 31 décembre 2019



Répartition du Basic Solvency Capital Requirement
par catégorie de risque (en %)
au 31 décembre 2018

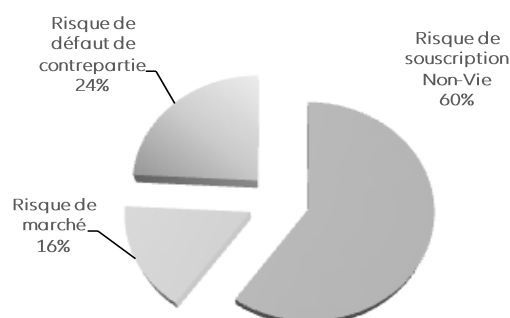


Figure 4 – Répartition du montant du BSCR par module de risque (en %)

De nombreux risques décrits ci-dessous sont inhérents à l'environnement économique, concurrentiel et réglementaire dans lequel La Rurale évolue. Dans cette section sont présentés les risques susceptibles d'impacter de manière significative notre activité. Elle décrit la manière dont les fonctions en charge de la gestion des risques garantissent la maîtrise des risques et leur atténuation. Si les risques présentés ci-dessous sont classés dans l'ordre défini par la réglementation, leur importance est appréciée à travers leur contribution dans le montant de Risque capital requis présenté dans la Section « E.2 – *Capital de solvabilité requis et minimum du capital requis* »).

C.1. Risque de souscription – Non-Vie

C.1.1. L'exposition au risque de souscription Non-Vie

Le risque de souscription Non-Vie est défini par le risque de pertes dues à des changements défavorables de la valeur des engagements techniques. Ceux-ci peuvent provenir de fluctuations dans le temps de la fréquence et de la sévérité des événements assurés. Les composantes du risque de souscription sont (i) le risque de primes qui correspond au risque que le coût des sinistres futurs soit supérieur aux primes perçues ; (ii) le risque de réserve qui correspond au risque lié à la nature aléatoire de l'évaluation des sinistres et à leur mauvaise estimation ; et (iii) le risque de catastrophe.

Ainsi, les principaux risques auxquels La Rurale est exposée sont :

- **le risque de prime** correspond à la situation où les dépenses et le volume de pertes pour les sinistres présents et futurs sont supérieurs aux primes reçues. Il s'agit d'un risque de sous-tarification, c'est-à-dire que les primes demandées ne suffisent pas à constituer des provisions suffisantes pour couvrir les sinistres déclarés. Le calcul du risque de prime est basé sur les modèles actuariels qui sont utilisés pour calculer la distribution des pertes. Allianz France dont fait partie La

Rurale, a mis en place des limites de souscription claires et des restrictions définies qui intègrent les évolutions du marché de l'assurance et plus généralement de l'environnement politique et économique ;

- **le risque de réserve** découle du fait de ne pas disposer de provisions suffisantes pour respecter les obligations envers les assurés. Ce risque provient de deux (2) sources :
 - d'une part, le niveau absolu des provisions pour sinistres peut être mal estimé, et
 - d'autre part, en raison de la nature aléatoire des paiements futurs, les sinistres réels varieront autour de leur moyenne statistique ;
- **le risque de catastrophe** découle d'une situation où une catastrophe naturelle ou humaine pourrait impacter la solvabilité à travers la multiplication d'événements d'ordre climatique, terroriste, pandémique.

De par son activité en assurance de récolte, La Rurale est exposée principalement au risque de primes et de réserve. Le montant du SCR souscription Non-Vie est passé de 2 618 milliers d'euros en 2018 à 3 695 milliers d'euros en 2019.

C.1.2. Les techniques d'atténuation du risque de souscription Non -Vie

La Rurale veille à la mesure de son risque de souscription Non-Vie afin de contenir son exposition aux limites définies dans le cadre de son appétence aux risques. A cet effet, plusieurs dispositions sont mises en œuvre :

- le contrôle des risques relatifs aux nouveaux produits à travers un processus structuré permettant un contrôle attentif et une anticipation des risques qu'ils portent ;
- la diversification géographique des risques sur tout le territoire français ;
- la revue des hypothèses et paramètres utilisés dans l'évaluation des provisions techniques systématiques et contrôlées ;
- l'optimisation de la stratégie de réassurance au travers de programmes de réassurance appropriés et la sélection de réassureurs de qualité (basée sur sa notation financière et de sa capacité à absorber le transfert de risque).

Dans le cadre de ses activités futures, La Rurale ajuste ses tarifs afin de s'assurer que le montant des primes futures permettra de couvrir le montant des sinistres à payer et les dépenses associées et de maintenir une bonne adéquation entre son appétence au risque et la déclinaison de sa stratégie.

Parmi les techniques d'atténuation du risque de souscription, la réassurance est une technique clé qui permet de transférer le risque pour réduire les effets d'une hausse de fréquence des sinistres ou limiter la sévérité de risque de pointe.

C.1.3. La sensibilité aux risques

La sensibilité de La Rurale au risque de souscription Non-Vie dépend des écarts d'expérience entre le niveau réel des sinistres et les hypothèses utilisées pour fixer les tarifs de ses produits et constituer les réserves techniques au passif du bilan (représentation des obligations liées aux sinistres).

En effet, La Rurale établit ses réserves sur la base de prévisions de règlements de sinistres dont la survenance lui a été déclarée, d'anticipation de recours éventuels à encaisser sur les indemnisations réglées ainsi qu'une évaluation de la charge représentée par les sinistres survenus mais dont la survenance n'a pas encore été reportée (cette charge étant le résultat d'analyses actuarielles périodiques réalisées par la Direction de l'Actuariat).

C.2. Risque de marché

C.2.1. L'exposition au risque de marché

a) Description du risque de marché

Le risque de marché correspond à l'aléa portant sur les pertes potentielles résultant de l'évolution des marchés financiers, de leur volatilité et de leur degré de corrélation. Les paramètres concernés sont : le risque action, le risque de taux d'intérêt, le risque de *spread*, le risque immobilier, le risque inflation, et le risque de change.

Ces différents risques de marché ont non seulement un impact sur la politique d'investissement de La Rurale mais aussi sur la valeur des engagements liés aux contrats. La politique de gestion mise en œuvre pour couvrir ces risques fait l'objet d'une adaptation en fonction des types de produits et des risques qui leur sont attachés.

Au 31 décembre 2019, le BSCR Marché s'élève à 810 milliers d'euros contre 699 milliers d'euros en 2019.

Le risque de taux d'intérêt

Le risque de taux mesure la sensibilité de la valeur des actifs et des passifs aux changements affectant la courbe des taux d'intérêt ou leur volatilité. En effet, une hausse des taux d'intérêt devrait réduire la valeur de marché des portefeuilles obligataires (impact défavorable puisqu'induisant une baisse du stock de plus-values latentes) mais devrait également réduire le montant des engagements techniques au passif (impact favorable via un effet d'actualisation plus important). A contrario, une baisse des taux

d'intérêt engendrerait une augmentation de la valeur des portefeuilles obligataires mais réduirait l'effet d'actualisation sur les passifs techniques.

Les expositions les plus sensibles sont donc :

- les obligations à duration longue ou à rating faible au niveau de l'actif ; et
- les engagements à long terme au niveau du passif.

Ainsi, la politique de gestion du risque de taux d'intérêt de La Rurale tient compte de la duration du passif et les attentes de rendement afin d'ajuster l'exposition des placements en produits de taux. Elle permet ainsi de minimiser le risque de taux, notamment en assurant un adossement actif/passif soumis aux mêmes conditions de taux d'intérêt. L'évaluation du risque de taux d'intérêt repose sur l'analyse de sensibilité du ratio de Solvabilité II.

La Rurale contrôle ses expositions et ses concentrations au risque de taux d'intérêt à travers l'écart du montant pondéré par la duration entre les éléments de l'actif et du passif à taux fixe et à taux variable ; plus cet écart sera important, plus l'exposition à la variation des taux d'intérêt sera importante.

	En années	2019	2018	Variation
Duration des Actifs		4,00	4,00	-
Duration des Passifs		0,50	0,50	-

Tableau 11 – Duration

Le risque lié au Spread

Le risque de *spread* mesure la sensibilité des actifs et des passifs aux changements affectant le niveau ou la volatilité des marges de crédit (*credit spreads*) par rapport à la courbe des taux d'intérêt sans risque. Le risque de *spread* prend principalement en compte la valeur de marché du titre, sa duration et un coefficient de correction directement fonction de la notation de l'émetteur (une sorte de prime de risque). La baisse du risque de *spread* s'explique par un meilleur rating moyen du portefeuille.

La Rurale contrôle ses expositions et ses concentrations du risque de taux d'intérêt à travers l'écart du montant pondéré par la duration entre les éléments de l'actif et du passif. Plus cet écart sera important, plus l'exposition à la variation des taux d'intérêt sera importante.

b) Le principe de « la personne prudente »

Les politiques d'investissement et de gestion actif-passif permettent d'assurer une gestion des risques de marché respectueuse de la stratégie de La Rurale mais aussi de son appétence aux risques par l'application du principe de la « personne prudente ».

Conformément à l'Article 132, paragraphe 2 de la Directive Solvabilité II, La Rurale n'investit que dans des actifs et instruments financiers qu'elle est capable de mesurer, suivre, gérer, contrôler, déclarer et prendre en compte dans l'évaluation de son besoin global de solvabilité. Tous les actifs sont investis de façon à garantir la sécurité, la qualité, la liquidité et la rentabilité de l'ensemble du portefeuille. Plus particulièrement, les actifs détenus aux fins de couverture des provisions techniques sont également investis d'une façon adaptée à la nature et à la durée des engagements d'assurance et de réassurance.

C.2.2. Les techniques d'atténuation des risques de marché

De nombreuses techniques de gestion sont mises en place pour contrôler et optimiser le niveau des risques de marché telles que :

- une allocation stratégique des actifs et une gestion ALM optimale au regard des passifs supportés et du niveau de risque accepté ;
- un processus d'investissement clair à travers la Stratégie d'Allocation d'Actif (SAA) en adéquation avec l'activité, l'appétence au risque, et les orientations stratégiques du Groupe Allianz ;

Une allocation stratégique des actifs et une gestion ALM optimale

La gestion actif-passif vise à mettre en adéquation les engagements techniques pris envers les assurés et les actifs qui les représentent. Cette adéquation résulte de l'utilisation de méthodologies et d'outils de modélisation permettant de développer des scénarios d'évolution des actifs et des passifs tout en prenant en compte la dépendance entre ceux-ci, les contraintes de liquidité et l'adéquation aux exigences réglementaires en terme de capital et de solvabilité. Cette gestion Actif-passif se décline dans la stratégie d'allocation d'actifs (SAA) et les objectifs de plus-ou moins-values à réaliser.

Un processus d'investissement clair à travers la Stratégie d'Allocation d'Actif (SAA)

L'allocation stratégique d'actifs (SAA) définit la stratégie d'investissement à long terme sur l'ensemble du portefeuille en adéquation avec la gestion actif-passif et l'appétence au risque. Lors de la mise en place de sa SAA, La Rurale veille à assurer un niveau cible de qualité et de sécurité des actifs, un rendement durable et une liquidité suffisante du portefeuille de placements. En complément des limites par classe générale d'actifs fixées dans la SAA, le cadre de gestion des risques de La Rurale impose des

limites aux risques financiers issues de tous les types d'actifs mais aussi des divers facteurs de risques de marché et de crédit. Ainsi, la SAA est fondée sur une gestion dynamique visant à optimiser le couple rentabilité/risque.

La stratégie d'investissement est revue régulièrement, suite aux évaluations actuarielles des régimes financés.

C.2.3. La sensibilité aux risques de marché

Des études de sensibilités aux risques sont réalisées pour chaque clôture trimestrielle. Les résultats issus de ces sensibilités apportent un indicateur important pour définir les actions de *Management* et de couverture. Les résultats des sensibilités soutiennent également les actions discutées dans les travaux budgétaires et s'inscrivent dans le cadre permanent du *Use-Test* appliqué à La Rurale.

Les indicateurs de sensibilité sont calculés et suivis à fréquence trimestrielle. Les sensibilités du ratio de solvabilité suivies sont les suivantes :

- Sensibilité au taux d'intérêt : baisse de -100pbds et hausse de +100pbds ;
- Sensibilité à la hausse des *Spread* de crédit différenciée par *rating*³.

Le suivi des sensibilités permet de définir des actions de remédiation et de discuter les programmes de couverture.

Au 31 décembre 2019, les mesures des sensibilités du ratio de solvabilité aux tests de sensibilité de La Rurale sur chaque paramètre sont présentées ci-dessous :

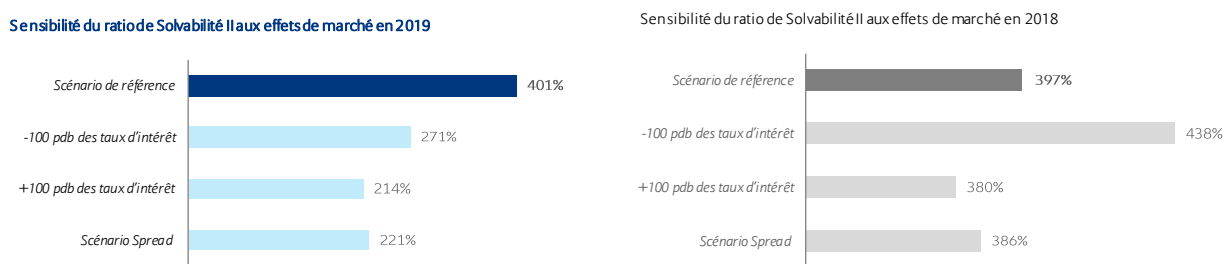


Figure 5 - Test de sensibilité sur les risques de marché aux 31 décembre 2019 et 2018

Le ratio de solvabilité prudentielle à 401% au 31 décembre 2019 est au-dessus des seuils minima réglementaires et Groupe. Le scénario de *stress* de choc à la hausse de taux est le *stress* le plus impactant. En effet, ce choc baisse le ratio de solvabilité de 187 points de pourcentage.

Au regard des éléments de sensibilité calculés en 2018 aucun plan de remédiation n'a été retenu pour La Rurale.

	2019	Variation	
Base	401%		
Taux d'intérêt -100pbds	271%	- 131	ppts.
Taux d'intérêt +100pbds	214%	- 187	ppts.
Scénario Spread	221%	- 180	ppts.

Tableau 12 – Variation de la sensibilité du ratio de SCR aux risques de marché

C.3. Risque de crédit

C.3.1. L'exposition au risque de crédit

Le risque de contrepartie reflète les pertes éventuelles dues à un défaut inattendu, ou à la détérioration de la qualité de crédit des contreparties et créanciers (courtiers, agents, clients, etc.) au cours des douze mois à venir.

Le SCR de contrepartie est évalué pour les expositions suivantes :

- expositions de type 1
 - produits dérivés,

³ Correspond à 0 pdb pour les expositions AAA sécurisées et les expositions souveraines AAA/AA+ à l'exception de l'Autriche ; 50pdb pour la France, la Belgique, l'Autriche et les expositions non financières AAA/AA, 100pdb pour tous les investissements A ainsi que les expositions AAA/AA non mentionnées plus haut et 150pdb pour toutes les expositions BBB et inférieures.

- trésorerie en banque,
- provisions techniques cédées en réassurance,
- les cessions temporaires.
- expositions de type 2
 - primes acquises non émises,
 - créances sur intermédiaires,
 - créances sur assurés

Les principales expositions au risque de défaut des contreparties de La Rurale concernent les créances des réassureurs qui correspondent au risque de non-recouvrement des créances de réassurance.

Le risque de concentration du risque de crédit se matérialise lorsque le portefeuille (d'actifs et/ou de créances) est fortement exposé à une ou plusieurs contreparties similaires.

L'exposition de La Rurale aux risques de crédit est suivie dans le cadre général du système de gestion des risques et particulièrement au travers du *reporting* semestriel réalisé au sein de son comité ORSA. Pour une information plus détaillée du système de gestion des risques de La Rurale, se reporter à la section « *B- Système de gouvernance* ».

Au 31 décembre 2019, le SCR au titre du risque de crédit s'élève à 929 milliers d'euros contre 1 056 milliers d'euros en 2018. La baisse du risque de défaut est expliquée principalement par la diminution des expositions de Type 2.

C.3.2. Les techniques d'atténuation du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit est opéré selon les processus suivants :

- la mise en place de limites de risques : afin d'éviter un franchissement éventuel des limites, un seuil d'alerte dit « limite orange » (par opposition à la limite elle-même dite « limite rouge ») est défini. La limite orange vise ainsi à ce qu'un dialogue s'instaure entre les parties prenantes pour identifier l'éventuelle mise en œuvre d'actions correctives pour éviter ou remédier à un dépassement de limite à travers un contrôle permanent des seuils d'alerte et de vigilance. La gestion et le suivi des risques par la Direction Générale de La Rurale sont réalisés régulièrement au sein du comité ORSA dédié à La Rurale ;
- la mise en place d'une politique d'investissement : la politique d'investissement établit les principes de base relatifs à la gestion des investissements ainsi que la gestion des risques d'investissement et établit un cadre précis pour la mise en œuvre d'une stratégie qui prend notamment en compte les contraintes de diversification et les limites du risque de crédit. La définition annuelle de la politique d'investissement peut acter de l'opportunité de mise en place de techniques d'atténuation ;
- l'utilisation de modèles de notation : la principale source de mesure du risque de crédit dans un portefeuille est le rating de la contrepartie. Le rating est utilisé pour mesurer la capacité et la volonté du débiteur à rembourser ses dettes. Le Groupe Allianz met en œuvre trois types de modèles de notation utilisés par La Rurale :
 - Public Rating Plus (PR+) : une approche hybride, basée sur la combinaison des méthodes TTC (*Through-the-cycle*) et PIT (*Point-in-time*) appliquée pour les émetteurs cotés en bourse et les contreparties de réassurance ;
 - modèle de notation interne d'Euler Hermes, développé pour les besoins de l'activité d'assurance-crédit du Groupe et basée sur l'approche PIT ;
 - modèle de notation interne d'Allianz, pour les prêts (y compris hypothécaires), basé sur l'approche TTC ;
- l'utilisation de collatéraux : des sûretés financières, appelées « collatéraux », peuvent être utilisées pour garantir certaines créances, et notamment celles de réassurance.

C.3.3. La sensibilité au risque de crédit

Afin de qualifier et quantifier l'impact que pourrait engendrer le défaut des contreparties de manière isolée ou simultanée, des scénarii ont été élaborés en fonction de leur probabilité d'occurrence.

C.4. Risque de liquidité

C.4.1. L'exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond à une situation où La Rurale ne pourrait pas faire face à ses flux de trésorerie sortants au moment où ils sont dus et à un coût raisonnable.

Le risque de liquidité est suivi à la fois pour les activités d'assurance et de placements financiers à travers l'établissement d'une projection intégrant différents flux à court et moyen terme et d'un suivi des flux de trésorerie sur différents horizons. Les projections de flux de trésorerie sont :

- pour les activités financières :

- les flux entrants : les positions de trésorerie ou assimilées, les coupons reçus ou à recevoir, le remboursement des obligations arrivées à échéance, les dividendes reçus ou à recevoir, les revenus locatifs ;
- les flux sortants : les dividendes à verser aux actionnaires, les remboursements d'emprunt.
- pour l'activité assurantielle :
 - les flux entrants : primes, recours encaissés, prestations prises en charge par les réassureurs ;
 - les flux sortants : prestations à payer, commissions à payer, primes cédées aux réassureurs.

En se basant sur les projections de trésorerie à court et moyen terme, La Rurale ajuste le niveau de liquidité de certaines de ses positions d'investissement afin de rendre son actif plus ou moins liquide selon ses besoins ou négocie ses niveaux de concours bancaires.

C.4.2. Les techniques d'atténuation des risques

L'objectif premier de La Rurale est d'assurer le refinancement de ses activités à un coût optimal, en gérant le risque de liquidité et en respectant ses contraintes réglementaires. Le dispositif de pilotage de la liquidité permet d'encadrer le bilan autour d'une structure cible d'actifs et de passifs, cohérente avec l'appétence au risque.

La gestion de ce risque repose sur :

- l'instauration de plusieurs limites de risque, influant sur la composition des actifs de l'entité et les activités de réassurance ;
- la mise en place d'un suivi prenant notamment en compte : (i) les entrées et des sorties de trésorerie sur différents horizons temporels ; (ii) l'évaluation des contre-mesures disponibles, y compris la vente d'actifs liquides ; (iii) l'application de différents scénarios de stress (idiosyncrasiques et à l'échelle du marché) ; et, (iv) une analyse d'indicateurs tel que le ratio de couverture de liquidité (LCR).

Dans ce contexte, la stratégie d'investissement met particulièrement l'accent sur la qualité des placements. Elle assure une part importante des actifs liquides (par exemple, des obligations d'État ou des obligations sécurisées à taux élevé) dans les portefeuilles et permet également de répondre aux exigences accrues de liquidité dans le cas d'événements peu probables.

Un plan de gestion des risques de liquidité ainsi qu'un plan d'urgence sont mis en place afin d'obtenir les disponibilités nécessaires si les ressources internes de financement s'avèrent insuffisantes ou si les exigences de liquidité évoluent entraînant un besoin de disponibilité supplémentaire.

C.4.3. Profit sur primes futures (EPIFP)

Considérant la nature des contrats commercialisés par La Rurale, la valorisation des EPIFP est nulle.

C.5. Risque opérationnel

C.5.1. L'exposition au risque opérationnel

Les risques opérationnels correspondent aux pertes potentielles qui résulteraient de l'inadéquation ou d'une défaillance des procédures ou systèmes internes, d'erreurs de personnes ou des systèmes ou d'événements externes. Le risque opérationnel inclut les risques juridiques et de non-conformité et exclut les risques provenant de décisions stratégiques.

La Rurale a fait le choix d'appliquer la Formule Standard pour évaluer ses risques quantitatifs car celle-ci lui permet de capter et de modéliser correctement l'ensemble de ses risques financiers et assurantiels.

Au sein du Pôle Réglementaire, Contrôle et Résilience dans l'Unité Ressources et Performance Opérationnelle d'Allianz France, la Fonction du Contrôle Permanent a pour mission d'assurer le pilotage et l'évaluation de ces risques opérationnels. S'appuyant sur les *guidelines* et les outils du Groupe Allianz, des procédures sont déployées au sein d'Allianz France dont La Rurale fait partie, afin d'identifier, d'évaluer (quantitativement et qualitativement) et d'encadrer le suivi des risques opérationnels. Cela comprend notamment les actions suivantes :

- l'autoévaluation des risques et des contrôles afin d'établir une cartographie des niveaux de risques et de l'efficacité des contrôles ;
- le suivi d'indicateurs clés de risque (KRI - *Key Risk Indicators*) ;
- l'analyse de scénarios, qui consiste à estimer les pertes potentielles de faible fréquence mais à forte sévérité ;
- le suivi des plans d'actions majeurs relevant du domaine des risques opérationnels.

La gestion des risques opérationnels repose sur le déploiement et le maintien d'une organisation adaptée et homogène de contrôle interne, garante d'une bonne maîtrise des risques opérationnels. Pour une information plus détaillée du système de gestion des risques de La Rurale, se reporter à la Section « B - *Système de gouvernance* ».

Le SCR de La Rurale correspondant au risque opérationnel est de 1 334 milliers d'euros en 2019 contre 1 061 milliers d'euros en 2018. Cette évaluation par la Formule Standard est légèrement supérieure à l'évaluation opérée par nos Modèles Internes, soulignant l'aspect conservateur de cette évaluation par la Formule Standard.

Il n'y a pas de changement important à noter.

C.5.2. Les techniques d'atténuation des risques opérationnels

L'appétit de La Rurale au risque opérationnel relève du cadre de sa stratégie des risques, dont l'un des objectifs est de contenir les pertes opérationnelles. Pour ce faire, La Rurale mène une politique de prévention et de gestion active de ces risques, et déploie un dispositif de contrôle interne exigeant visant à sécuriser ses processus opérationnels contre les risques les plus significatifs.

Les risques opérationnels majeurs sont captés, évalués et suivis dans le cadre du dispositif animé par la Fonction du Contrôle Permanent d'Allianz France. Ce dispositif assure, lorsque l'évaluation des risques résiduels apparaît sortir de l'appétence aux risques, la mise en œuvre d'un plan d'atténuation ou de remédiation, soit en agissant sur les facteurs de risque et les arbres de cause, soit en recherchant la maîtrise des impacts économiques issus de la réalisation d'un risque, soit dans une approche combinant les deux précédentes. Ces plans d'action font également l'objet d'un suivi régulier par la Fonction du Contrôle Permanent, de manière à assurer au mieux les réductions de risques visées. Pour une information plus détaillée du système de gestion des risques de La Rurale, se reporter à la section « B - Système de gouvernance ».

Le Groupe Allianz a défini un cadre unique pour la maîtrise des risques opérationnels, basée sur l'identification, la quantification et le suivi dans le temps des principaux risques opérationnels en s'appuyant sur le déploiement d'un progiciel commun, ORGS (*Operational Risk and Governance System*), qui assure également :

- les vérifications de second niveau quant au design et à l'efficacité des contrôles ;
- l'enregistrement et le suivi des pertes opérationnelles réelles.

Le Groupe Allianz utilise également ce progiciel comme source d'information permettant de s'assurer de la cohérence des hypothèses prises par les entités composant le Groupe Allianz, dont fait partie La Rurale, pour l'évaluation des risques opérationnels. Une typologie des risques opérationnels est définie au travers de catégories de risque tel que les risques opérationnels liés à l'activité, les risques liés à la fraude interne ou externe, les risques d'interruption d'activité et de dysfonctionnements des systèmes d'informations, les risques liés aux prestations externalisées ou déléguées.

Un rapport régulier permet de partager le suivi des risques avec les opérationnels, les responsables de contrôle de second niveau et avec la Direction Générale. Le statut fin d'année est présenté dans le Rapport ORSA de la compagnie.

Les mêmes indicateurs et données nourrissent la gouvernance d'Allianz France et de La Rurale, que ce soit dans le cadre des points faits avec les instances exécutives (dont la filière des Comités Risque), ou bien dans le cadre des rendez-vous du Comité ORSA couvrant La Rurale ou si requis du Comité d'Audit et des Risques d'Allianz France, lui-même rendant compte de ses travaux au Conseil d'Administration de La Rurale.

En complément, une Fonction de Continuité d'Activité et de Gestion de Crise est mise en place. Elle s'attache à l'amélioration, notamment au moyen de tests réguliers, des dispositifs de continuité d'activité et de gestion de crise et renforce leur prise en compte par le déploiement de dispositifs et d'outils adéquats. La Rurale bénéficie des plans d'action retenus pour l'ensemble des compagnies d'assurance d'Allianz France.

Une évaluation prospective des risques opérationnels est régulièrement discutée par les contrôleurs permanents en charge du contrôle de deuxième niveau. Cette évaluation est partagée avec le Comité Exécutif d'Allianz France et avec la Direction Générale de La Rurale pour valider l'éventuelle mise en place de plan d'atténuation ou de remédiation.

C.5.3. La sensibilité aux risques opérationnels

Des tests de sensibilité sont réalisés par le Groupe Allianz lors de la revue annuelle de la modélisation des risques opérationnels (Modèle Interne), avec une revue locale pour vérifier leur pertinence pour les compagnies d'assurance d'Allianz France. Lors de cette revue, faite au niveau Allianz France, les éventuelles spécificités de chaque compagnie sont prises en compte, y compris pour La Rurale.

C.6. Autres risques importants

C.6.1. Risques stratégiques

Les risques stratégiques correspondent aux pertes potentielles qui résulteraient de décisions stratégiques mal maîtrisées de l'entreprise telles que le choix de nouveaux partenariats, la politique d'externalisation de processus, le développement de lignes de métier, l'acquisition ou la cession de portefeuilles de contrats ou encore les systèmes de gestion informatique.

La Rurale pilote de façon rapprochée et coordonnée sa stratégie de développement et sa gestion des risques en particulier via la participation de la Direction des Risques, dès les premières étapes, dans les projets stratégiques majeurs (projets majeurs de cession ou d'acquisition), et dans l'analyse prospective à travers l'ORSA.

C.6.2. Risque de réputation

Le risque de réputation est défini comme l'aléa portant sur les pertes potentielles résultant d'une dégradation de l'image de l'entreprise et des marques Allianz et La Rurale auprès de sa clientèle, du personnel et des partenaires en cas par exemple : (i) de comportement non éthique des dirigeants ou des commerciaux ; (ii) du non-respect de réglementations auxquelles l'entreprise est soumise ; (iii) de pratiques abusives ou de fraudes en matière de service aux clients ; ou (iv) plus généralement suite à un écart entre les attentes de ces parties prenantes et les pratiques de l'entreprise.

La Rurale gère ce risque dans un cadre défini par le Groupe Allianz afin d'identifier le risque de réputation, le piloter et le gérer pour minimiser la destruction de la capacité des entreprises du Groupe à maintenir ou engager des relations d'affaires.

C.6.3. Risques politiques et réglementaires

Les risques politiques sont définis comme l'aléa portant sur les pertes potentielles résultant de changements politiques majeurs (coups d'Etat, changement de réglementation, de fiscalité, etc.).

C.6.4. Risques émergents

Les risques émergents sont définis comme l'aléa portant sur les pertes potentielles résultant de facteurs mal identifiés à ce stade mais pouvant se développer dans l'avenir. Ces risques recouvrent par exemple l'impact de nouvelles technologies ou de nouvelles pratiques dont les conséquences sont mal contrôlées et pourraient peser sur les risques assurés ou les risques opérationnels.

En particulier, le risque lié au changement climatique a été identifié comme majeurs au sein de La Rurale et fait l'objet d'analyses et de suivis spécifiques.

Au-delà des risques climatiques mentionnés ci-dessus, la Direction des Risques de La Rurale travaille également, en collaboration avec d'autres directions, sur l'identification et l'évaluation des risques de soutenabilité, dans l'objectif de mieux prendre en compte des effets de moyen et long terme associés au non-respect des objectifs de trajectoire de réchauffement climatique, et plus largement aux enjeux environnementaux, sociaux et gouvernementaux.

C.7. Autres informations

Aucune information supplémentaire concernant le profil de risque n'est à reporter.

VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

D

Conformément à l'Article 75 de la Directive Solvabilité II, les actifs et passifs sont valorisés selon une approche économique cohérente avec les données de marché (*market-consistent*), comme suit :

- les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;
- les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;
- lors de la valorisation des passifs, aucun ajustement visant à tenir compte de la qualité de crédit propre de l'entreprise d'assurance ou de réassurance n'est effectué.

La mesure de la juste valeur suit la hiérarchie d'évaluation suivante au sein de La Rurale :

- juste valeur mesurée par référence à un marché actif : en utilisant les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques ou similaires ;
- juste valeur majoritairement basée sur des données de marché observables : en utilisant les prix sur un marché actif pour des actifs ou passifs similaires, avec des ajustements destinés à prendre en compte les spécificités de ces actifs et passifs à valoriser ;
- juste valeur majoritairement basée sur des données de marché non observables : utilisant des techniques de valorisation basées sur :
 - l'approche de marché utilisant des prix récents et d'autres informations pertinentes relatives à des transactions de marché impliquant des actifs et passifs similaires en substance ;
 - l'approche par résultat utilisant l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'évaluation d'options ou éventuellement d'autres techniques d'actualisation ; ou,
 - l'approche par les coûts utilisant des montants qui seraient aujourd'hui nécessaires pour construire ou remplacer la capacité de service d'un actif.

Un instrument est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service de cotation ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales.

Un marché est considéré inactif si ce dernier présente des indicateurs tels qu'une baisse significative du volume de transactions et du niveau d'activité sur le marché, une forte dispersion des prix disponibles dans le temps et entre les différents intervenants de marché mentionnés supra ou de l'ancienneté des dernières transactions observées sur le marché dans des conditions de concurrence normales.

Le bilan sous Solvabilité II est établi conformément aux principes de proportionnalité et de matérialité définis par la norme.

D.1. Actifs

L'actif est valorisé à 55 397 milliers d'euros en Solvabilité II contre 54 684 milliers d'euros en normes françaises.

Le principal écart de valorisation entre Solvabilité II et les états financiers en normes françaises se trouve au niveau des placements financiers (692 milliers d'euros issus des différences de valorisation).

	2 019	2 018	Variation
<i>En milliers d'Euros</i>			
Placements (autres que les actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)	16 700	14 090	2 610
Obligations	16 700	14 090	2 610
Obligations d'Etat	7 474	6 973	501
Obligations de sociétés	9 226	7 116	2 109
Prêts et prêts hypothécaires	18 538	21	18 517
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	-	-	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	18 538	21	18 517
Provisions techniques cédées	13 089	4 001	9 087
Non vie et santé similaire à la non-vie	13 089	4 001	9 087
Non vie hors santé	13 089	4 001	9 087
Santé similaire à la non vie	-	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance	4 731	3 922	810
Créances nées d'opérations de réassurance	992	17 992	- 17 000
Autres créances (hors assurance)	71	78	- 6
Trésorerie et équivalent trésorerie	1 275	629	646
Actif	55 397	40 733	14 663

Tableau 13 – Actifs

D.1.1. Placements (autres que les actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)

a) Obligations

Les obligations comprennent :

- les obligations d'Etat, qui sont émises par des autorités publiques i.e. les gouvernements, les institutions supranationales, administrations régionales ou municipales ;
- les obligations de sociétés, qui sont émises par des entités non-gouvernementales.

En normes françaises, les obligations sont valorisées au coût amorti ; i.e. à la valeur d'acquisition diminuée ou augmentée des montants d'amortissement de surcote/décote à la date de clôture. A la date de clôture, une dépréciation est constatée en cas de risque avéré de contrepartie.

Sous Solvabilité II, les obligations sont valorisées à leur juste valeur. Celle-ci est basée sur la valeur de marché pour les obligations cotées sur un marché actif ou sur des données de marché observables pour les obligations non cotées ou n'ayant pas de marché actif. Pour les instruments n'ayant aucune valorisation de marché, la juste valeur peut être déterminée à travers l'approche par résultat utilisant des flux de trésorerie actualisés et une courbe de taux intégrant le risque de crédit et de liquidité de l'instrument financier.

D.1.2. Impôts différés actifs

Les impôts différés actifs sont des économies d'impôts futures issues des différences temporaires déductibles, des déficits fiscaux reportables et des crédits d'impôts reportables non utilisés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés compensés au bilan.

D.1.3. Prêts et prêts hypothécaires

Les prêts (y compris prêts hypothécaires) sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable, qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils comprennent entre autres des prêts et prêts hypothécaires aux entreprises et aux particuliers, des avances sur polices et des autres prêts et prêts hypothécaires.

En normes françaises, ces prêts sont initialement enregistrés à leur valeur nominale, puis comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Sous Solvabilité II, les prêts et prêts hypothécaires sont valorisés à leur juste valeur. Celle-ci est principalement fondée sur l'approche par résultat, basée sur une projection déterministe des flux de trésorerie. Les taux d'actualisation proviennent de cotations issues de différents marchés actifs et reflètent le risque de crédit de l'instrument.

En application du principe de proportionnalité, la valeur au coût amorti peut s'avérer être une bonne approximation de la juste valeur pour certaines catégories de prêts (prêts aux salariés notamment).

D.1.4. Provisions techniques cédées

Les provisions techniques cédées correspondent à la part des réassureurs dans les engagements techniques de la cédante, cette part étant déterminée en application des stipulations des traités de réassurance.

En normes françaises, les provisions techniques cédées sont basées sur les provisions techniques brutes sur lesquelles sont appliquées les dispositions contractuelles des traités de réassurance.

Sous Solvabilité II, la meilleure estimation - *Best Estimate* - des provisions techniques cédées découlant des traités de réassurance est déterminée par une approche actuarielle et tient compte de pertes probables en cas de défaut de la contrepartie (cf. Section « D.2. Provisions techniques »).

D.1.5. Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance

Les créances d'assurance et de réassurance regroupent les primes acquises non émises nettes de primes à annuler ainsi que les créances détenues sur les assurés, intermédiaires d'assurance et réassureurs.

a) Primes acquises non émises et primes à annuler

Les Primes Acquises Non Emises (PANE) sont des primes afférentes à l'exercice courant mais n'ayant pu être émises à la date de clôture. Les Primes A Annuler (PAA) sont des provisions constituées pour prendre en compte les primes afférentes à l'exercice en cours qui devront être annulées sur l'exercice suivant.

En normes françaises, ces créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

Sous Solvabilité II, ces créances sont prises en compte dans le calcul de la meilleure estimation des provisions techniques (« *Best Estimate Liabilities* » - BEL) dès lors que ces créances sont considérés comme non dues. Ainsi, elles n'apparaissent plus à l'actif du bilan économique.

b) Créances détenues sur les assurés, intermédiaires d'assurance et réassureurs

Les créances d'assurance et de réassurance sont essentiellement composées des montants à recevoir des assurés, des autres assureurs ou intermédiaires d'assurance ainsi que des comptes courants débiteurs avec les réassureurs. En cas de risque de défaut, les créances font l'objet d'une dépréciation au titre du risque de défaut de la contrepartie.

En normes françaises, ces éléments sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale nette de dépréciations.

Sous Solvabilité II, les créances d'assurance et de réassurance sont valorisées à leur juste valeur. En application du principe de proportionnalité, la valeur nominale constitue une bonne approche de la juste valeur de ces créances (créances à court terme, sans risque de crédit avéré).

D.1.6. Autres créances (hors assurance)

Les autres créances regroupent l'ensemble des montants à recevoir sur le personnel et les différents intermédiaires non assurance, y compris les entités publiques (Etat, URSSAF, etc.).

En normes françaises, les autres créances sont enregistrées à leur valeur nominale. En cas de risque de défaut avéré, celles-ci font l'objet d'une dépréciation.

Sous Solvabilité II, les autres créances doivent être enregistrées à la juste valeur. En application des principes de matérialité et de proportionnalité, la valeur au coût amorti est une bonne approximation de la juste valeur de ces créances.

D.1.7. Trésorerie et équivalent trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires, les soldes auprès des banques centrales, les espèces, les bons du Trésor (dans la mesure où ils ne sont pas compris dans les actifs financiers), les chèques et les lettres de

change éligibles pour refinancement auprès d'une banque centrale (sous réserve d'une échéance de trois (3) mois maximum à compter de la date d'acquisition).

En normes françaises et en normes Solvabilité II, la trésorerie et équivalent trésorerie sont valorisés au montant nominal, et si nécessaire, ajustés du risque de défaut de contrepartie. Dans le cadre des principes de matérialité et de proportionnalité, la valeur nominale s'avère être une bonne approximation de la juste valeur.

D.2. Provisions techniques

Le tableau ci-dessous présente les provisions techniques (toutes activités confondues) – LoB agrégé - conformément aux exigences définies par l'Article 76 et 77 de la Directive Solvabilité II 2009/138/EC.

En milliers d'Euros	2019			2018		
	Meilleure estimation totale brute	Meilleure estimation totale nette	Marge de risque	Meilleure estimation totale brute	Meilleure estimation totale nette	Marge de risque
Provisions techniques non-vie (hors santé)	18 705	5 616	405	4 002	1	558
Responsabilité civile automobile	-	-	-	-	-	-
Autre assurance automobile	-	-	-	-	-	-
Maritime, aérien et de transport	-	-	-	-	-	-
Incendie et autres dommages aux biens	18 705	5 616	405	4 002	1	558

Tableau 14 – Les Provisions Techniques par LoB

D.2.1. Description des bases, méthodes et hypothèses utilisées dans les « Best Estimates »

a) Best Estimates

Les provisions techniques sous Solvabilité II représentent le montant des engagements d'assurance que devra payer la compagnie pour transférer ses obligations d'assurance ou de réassurance à une autre compagnie. La valeur de ces provisions techniques correspond à une vision économique des engagements d'assurance définis par les « *Best Estimate Liabilities* » (BEL) à laquelle s'ajoute une marge pour risque ou *Market Value Margin (MVM)*.

Les BEL sont définies comme la moyenne pondérée des flux de trésorerie futurs, compte tenu de la valeur temporelle de l'argent (valeur actuelle probable des flux de trésorerie futurs), déterminée à partir de la courbe des taux sans risque pertinente publiée par l'EIOPA, avec l'application de la correction pour la volatilité.

La meilleure estimation est calculée brute, sans déduction des créances découlant des contrats de réassurance et des véhicules de titrisation. Ces montants sont calculés séparément. Les provisions cédées sont ajustées afin de tenir compte des pertes probables pour défaut de la contrepartie.

Les *cash-flows* projetés utilisés dans le calcul des BEL incluent tous les *cash-flows* entrants et sortants nécessaires pour faire face aux engagements d'assurance et de réassurance dans le portefeuille existant (ou *run-off*) dont l'horizon de projection doit couvrir toute la durée de vie.

Ces projections sont fondées sur des informations actuelles crédibles et des hypothèses réalistes et font appel à des méthodes actuarielles et des techniques statistiques adéquates, qui sont décrites plus bas.

En Non-Vie, les BEL se décomposent en :

- une meilleure estimation des provisions pour sinistres ;
- une meilleure estimation des provisions pour primes.

Meilleure estimation des provisions pour sinistres

La meilleure estimation des provisions pour sinistres correspond à la valeur actuelle probable des engagements futurs liés à des sinistres survenus et non encore réglés.

Le processus d'indemnisation de la Rurale a ceci de particulier que l'ensemble des sinistres connus sont réglés en fin d'année, et que seule une provision pour sinistres tardifs est comptabilisée sur la base d'un ratio sinistre à prime basé sur l'expérience.

A fin 2019, de manière exceptionnelle, en plus du processus décrit ci-dessus, des dossiers non encore réglés apparaissaient encore au bilan. Ils sont le reflet des retards de gestion dus aux mouvements sociaux de l'hiver 2019.

Meilleure estimation des provisions pour primes

La meilleure estimation des provisions pour primes correspond à la valeur actuelle probable des engagements futurs liés à des sinistres non encore survenus sur des contrats existants.

Les méthodes d'évaluation retenues utilisent les simplifications proposées par EIOPA (cf. EIOPA-BoS-14/166 FR « Orientations sur la valorisation des provisions techniques ») applicables aux contrats d'assurance déjà en cours d'une part, et aux contrats futurs d'autre part.

Pour les contrats déjà en cours, l'estimation de la provision est calculée comme en normes françaises :

- sur la base des primes non consommées (PPNA) liées à ces contrats ;
- en appliquant un ratio combiné estimé à partir d'hypothèses fondées sur une vision économique de la sinistralité et des frais correspondants.

Pour les contrats futurs, l'estimation de la provision est calculée :

- sur la base de l'ensemble des primes, frais et sinistres futurs. Ce sont des données issues des plans d'affaires et des données statistiques sur les contrats tacitement reconduits ;
- en appliquant un ratio (CR-1), où CR désigne un ratio combiné estimé de façon similaire à celle employée pour les contrats en cours, en intégrant les frais d'acquisition. Le résultat peut faire apparaître une provision négative.

Dans les deux cas, des ajustements sont appliqués aux montants des primes prises en compte pour refléter les cas de non-paiement de primes à venir (impayés client, résiliation de contrat, disparition de l'objet assuré, ...).

b) Utilisation de méthodes alternatives et impact

Ajustement de volatilité : Le Groupe Allianz dont fait partie La Rurale a fait le choix de prendre en compte un spread additionnel sur le taux sans risque appliqué pour l'actualisation des BEL (évaluation avec et sans mesures du paquet branches longues). Cet élément contra-cyclique est destiné à limiter la volatilité d'une crise des spreads sur le passif.

Une quantification de l'annulation des effets de la correction pour volatilité est présentée dans les annexes (QRT S22.01.21).

c) Niveau d'incertitude lié au « Best Estimate Liabilities » - BEL

Les estimations actuarielles sont basées sur un certain nombre d'hypothèses concernant les conditions et événements futurs. Les incertitudes les plus importantes sont les suivantes :

- changements dans le processus de gestion de sinistre ;
- changements de taux ;
- changements législatifs qui pourraient impacter les provisions de manière négative.

De manière générale, le risque de dérive de la sinistralité suite à des changements législatifs, dommages collatéraux, changements dans le comportement des clients ou de l'environnement économique (l'inflation) ne peut pas être prévu sur base des données historiques.

d) Changement dans les hypothèses de calcul

Il n'y a aucun changement important dans les hypothèses utilisées dans le calcul des provisions techniques comparé à la période précédente.

D.2.2. Description des bases, méthodes et hypothèses utilisées dans le calcul de la Marge de risque

La meilleure estimation des provisions techniques Non-Vie correspond à la valeur actuelle des BEL plus une marge de risque qui représente le coût du capital afin de gérer le *business* en *run-off* jusqu'aux derniers règlements. Ainsi, la marge de risque représente le coût d'immobilisation du capital pour supporter les engagements d'assurance jusqu'à leur extinction. Le calcul du coût d'immobilisation du capital - *Cost of capital* (CoC) - nécessite une cartographie des risques sous-jacents des contrats d'assurances.

La marge de risque est calculée sur la base des meilleures estimations nettes de réassurance.

Pour La Rurale, le calcul de la marge de risque suit la méthode de simplification proposée par la Directive Solvabilité II. Le calcul se base sur la projection des montants de *Risk Capital* escomptés dans une situation de *run-off* pour les risques suivants :

- risque de réserve⁴ ;

⁴ Pour le risque de réserve, l'écoulement du SCR s'appuie sur le principe suivant : pour chaque segment, le rapport Risk Capital / BEL est maintenu identique sur toute la durée de l'écoulement du risque. Ensuite, l'écoulement du SCR par Line of Business (LoB) est calculé au prorata des liquidations des provisions de sinistres BE nettes de réassurance par année de projection et par segment.

- risque de prime⁵ (non catastrophique, catastrophique et terrorisme) ;
- risque de défaut des réassureurs (rétrospectif et prospectif pour la partie du risque de crédit⁶ liée aux provisions sur primes) ;
- risque de résiliation (en cas de résiliation massive des contrats d'assurance Non-Vie) ;
- risque opérationnel.

Le risque de marché résiduel est considéré comme non matériel et donc non intégré dans le calcul.

D.2.3. Réassurance

Les *Best Estimate* de primes cédées et de sinistres cédés sont calculés séparément ; la distinction de ces deux *Best Estimate* est liée à la distinction des provisions brutes : les *Best Estimate* de sinistres cédés correspondent aux flux liés aux cessions de charges de sinistres incluses dans les *Best Estimate* brut, les *Best Estimate* de primes cédées correspondent aux flux liés aux cessions de provisions pour primes incluses dans les *Best Estimate* brut.

Dans la pratique, les BELs de sinistres cédés sont estimées à partir des cessions comptables et les BELs de primes cédées sont calculés en appliquant un ratio du net au brut (*net-to-gross ratio*) aux BELs de primes brutes.

Le calcul prend en compte la valeur temporelle de l'argent en utilisant le taux d'intérêt sans risque, et le risque de défaut des contreparties. Le calcul est fait sur la base des flux financiers entre assureur et réassureurs, et la prise en compte des décalages temporels des flux financiers entre d'une part les flux liés aux contrats d'assurance et d'autre part les flux liés à leur couverture par des traités de réassurance.

Dans la pratique, faute de disponibilité de données, les cadences de paiements des cessions sont basées sur celles des règlements bruts de réassurance. L'impact est considéré comme non matériel.

Par ailleurs, les risques de défaut des réassureurs ou de contentieux entre la cédante et ses réassureurs (refus par un réassureur de prise en charge de certains sinistres par exemple) sont pris en compte. Le risque de défaut des contreparties est estimé réassureur par réassureur en fonction de ses expositions et de sa probabilité de défaut en tenant compte d'un taux de recouvrabilité et après déduction des éventuels collatéraux.

D.2.4. Provisions techniques en normes françaises vs Solvabilité II

Les différences entre la valeur des provisions techniques en Solvabilité II et en normes françaises sont dues à :

- la marge pour risque qui est explicitement isolée en Solvabilité II ;
- l'escompte des provisions de primes et de sinistres à la courbe de taux sans risque en norme Solvabilité II contrairement aux normes françaises qui prévoient l'escompte uniquement pour les rentes Non-Vie et ceci à un taux fixe différent ;
- la prise en compte des frais d'investissement dans les provisions de primes et provisions de sinistres en norme Solvabilité II non pris en compte en normes françaises ;
- la différence d'approche pour les provisions de primes entre les deux normes ;
- la prise en compte du risque de défaut dans les provisions cédées.

	2 019	2 018	Variation
<i>En milliers d'Euros</i>			
Provisions techniques – non-vie	19 110	4 560	14 550
Provisions techniques non-vie (hors santé)	19 110	4 560	14 550
Provisions techniques calculées comme un tout	-	-	-
Meilleure estimation	18 705	4 002	14 703
Marge de risque	405	558	153
Passifs techniques	19 110	4 560	14 550

Tableau 15 – Les Provisions Techniques sous Solvabilité II

D.3. Autres passifs

Les principaux écarts de valorisation entre Solvabilité II et les états financiers en normes françaises apparaissent au niveau des « impôts différés passifs » avec un écart de +6 703 milliers d'euros.

⁵ Pour la partie relative aux activités souscrites dans l'année et couverte dans l'année suivante.

⁶ L'exposition au risque de crédit de réassurance rétrospectif et prospectif intègre les provisions de sinistres cédées et les provisions pour primes cédées

Cela est dû :

- à l'absence de constatation d'impôts différés (actifs ou passifs) en normes françaises ;
- à la constatation en Solvabilité II d'impôts différés relatifs aux différences temporelles résultant de la valorisation des actifs et passifs.

	2 019	2 018	Variation
<i>En milliers d'Euros</i>			
Impôts différés passifs	6 703	6 245	458
Dettes envers les établissements de crédit	4 828	9 239 -	4 411
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	-	1 791 -	1 791
Dettes nées d'opérations d'assurance	1 428	960	468
Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance)	34	15	20
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	2 587	2 019	567
Autres passifs	15 580	20 269 -	4 689

Tableau 16 - Autres passifs

D.3.1. Impôts différés passifs

Les passifs d'impôts différés sont les montants d'impôts sur le résultat payables au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables. Pour plus de détails se référer à la Section « D.1.2. Impôts différés actifs ».

D.3.2. Dettes financières (hors dettes subordonnées)

En normes françaises, les dettes financières sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

En Solvabilité II, les dettes financières sont évaluées à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée principalement selon l'approche de marché en prenant en compte le prix coté sur un marché actif ou l'approche par résultat en utilisant les flux de trésorerie actualisés.

D.3.3. Dettes nées d'opérations d'assurance et de réassurance

Les dettes d'assurance et de réassurance concernent les montants dus aux assurés, aux intermédiaires, à d'autres assureurs ou réassureurs qui ne sont pas comptabilisés en provisions techniques (par exemple les commissions dues aux intermédiaires non encore payées) et les commissions sur PANE et PAA.

Les dettes nées d'opérations d'assurance et de réassurance sont généralement comptabilisées à leur valeur nominale en normes françaises.

En application du principe de proportionnalité et du fait de leur caractère court terme, la valeur nominale de ces dettes peut être considérée comme un bon indicateur de la juste valeur à retenir dans le bilan Solvabilité II.

D.3.4. Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance)

Les autres dettes (non liées aux opérations d'assurances) comprennent les dettes envers les fournisseurs, les institutions publiques, etc.

La valorisation de ces dettes en normes françaises correspond au montant de la sortie de ressources que l'entité doit supporter pour éteindre son obligation.

En application du principe de proportionnalité et du fait de leur caractère court terme, la valeur nominale de ces dettes peut être considérée comme un bon indicateur de la juste valeur à retenir dans le bilan économique.

D.3.5. Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus

Les autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus comprennent principalement les charges à payer et autres passifs.

En normes françaises, ces dettes sont généralement reconnues pour leur valeur nominale. En application du principe de proportionnalité et du fait de leur caractère court terme, la valeur nominale de ces dettes peut être considérée comme un bon indicateur de la juste valeur à retenir dans le bilan économique.

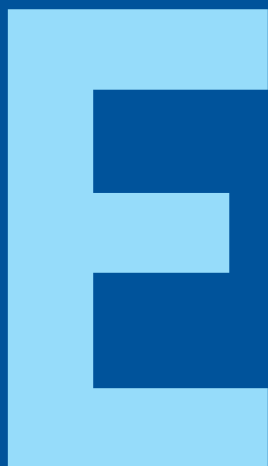
D.4. Méthodes de valorisation alternatives

Toutes les informations sur les méthodes de valorisation alternatives ont été décrites dans chaque ligne du bilan Solvabilité II.

D.5. Autres informations

Toutes les informations importantes concernant la valorisation des actifs et des passifs à des fins de solvabilité ont été abordées dans les chapitres ci-dessus de la Section « *D- Valorisation à des fins de solvabilité* ».

GESTION DU CAPITAL



E.1. Fonds propres

E.1.1. Objectifs, politiques et procédures

L'un des principaux axes de la stratégie de La Rurale est de maintenir une solidité financière qui constitue une base essentielle de la viabilité de son activité à long terme et par conséquent, à la confiance accordée par ses clients. Les fonds propres étant une ressource fondamentale pour maintenir le cap de la stratégie, un cadre de gestion du capital est mis en place à travers une politique de gestion du capital adaptée.

Ainsi, La Rurale veille à ce que son niveau de solvabilité soit toujours compatible avec ses principaux objectifs:

- le maintien de sa solidité financière ;
- la préservation de sa flexibilité financière pour financer son développement ;
- le maintien d'une bonne résilience en cas de scénarios de stress ;
- la réponse aux attentes de ses diverses parties prenantes : superviseurs, agences de notation et actionnaires.

Les risques et les besoins en fonds propres sont intégrés dans toute la chaîne de gestion et de prise de décision. La Politique de Gestion du Capital de La Rurale est déclinée de la Politique de Gestion de Capital du Groupe Allianz. Elle relève de la responsabilité du Directeur Financier d'Allianz France. Elle est révisée une(1) fois par an.

Il n'y a eu aucun changement important au cours de la période considérée en ce qui concerne les objectifs, les politiques et les processus utilisés par La Rurale pour la gestion de ses fonds propres.

E.1.2. Structure et niveau de fonds propres

a) Structure des fonds propres

Le tableau suivant détaille les éléments des fonds propres de La Rurale et leur classification respective en niveaux:

En milliers d'Euros	2019				
	Total	Niveau 1 Non-restreint	Niveau 1 Restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres de base	16 707	16 707	-	-	-
Actions ordinaires (y compris actions auto-Primes d'émission (pour les actions ordinaires)	960	960	-	-	-
Fonds excédentaires	315	315	-	-	-
Réserve de réconciliation	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	15 431	15 431	-	-	-
Fonds propres auxiliaires	-	-	-	-	-
Fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	16 707	16 707	-	-	-
Fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	16 707	16 707	-	-	-

Tableau 17 - Détail de la classification des fonds propres Solvabilité II au 31 décembre 2019

En milliers d'Euros	2018				
	Total	Niveau 1 Non-restreint	Niveau 1 Restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres de base	12 605	12 605	-	-	-
Actions ordinaires (y compris actions auto-Primes d'émission (pour les actions ordinaires)	960	960	-	-	-
Fonds excédentaires	315	315	-	-	-
Réserve de réconciliation	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	11 329	11 329	-	-	-
Fonds propres auxiliaires	-	-	-	-	-
Fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	12 605	12 605	-	-	-
Fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	12 605	12 605	-	-	-

Tableau 18 - Détail de la classification des fonds propres Solvabilité II au 31 décembre 2018

Selon la norme Solvabilité II, les fonds propres disponibles se décomposent en:

- **fonds propres de base** qui sont constitués d'une part de l'excédent des actifs sur les passifs (valorisés selon l'Article 75 et la section II de la Directive Solvabilité II auquel est soustrait le montant des actions détenues en propre, les dividendes prévisionnels et les éventuels retraitements sur les fonds cantonnés (*Ring Fenced Funds*) et d'autre part des passifs subordonnés ; et,
- **fonds propres auxiliaires** qui comprennent des éléments de passifs, autres que les fonds propres de base, pouvant être appelés et utilisés pour absorber des pertes, tels que les fractions de capital non appelées et/ou non versées et les lettres de crédits et garanties (sous réserve d'approbation par le superviseur).

Plus précisément chez La Rurale, les fonds propres disponibles sont composés de l'excédent des actifs par rapport aux passifs diminués des dividendes prévisionnels ; la société ne détient pas d'actions propres de fonds cantonnés ni de passifs subordonnés. Ils sont classés selon leur niveau de qualité en trois (3) niveaux :

- **le niveau 1 (ou Tier 1)** correspond à la meilleure qualité et comprend les éléments de fonds propres de base continuent et immédiatement mobilisables, disponibles en totalité et subordonnés. On doit en distinguer les éléments dit restreints des éléments dit non restreints ;
- **le niveau 2 (ou Tier 2)** comprend les éléments de fonds propres de base moins facilement mobilisables, mais dont la totalité est utilisable ;
- **le niveau 3 (ou Tier 3)** enfin, comprend les fonds propres de base ne pouvant être classés dans les niveaux précédents ainsi que les fonds propres auxiliaires.

La classification s'appuie sur deux (2) caractéristiques principales : la disponibilité permanente (pour absorber complètement les pertes) et la subordination (en cas de liquidation, disponibilité du montant total sans remboursement possible avant que tous les autres engagements ne soient honorés). D'autres exigences complémentaires portent sur une durée suffisante (durée compatible avec la durée des engagements), mais également l'absence d'incitation à rembourser, l'absence de charges fixes obligatoires et l'absence de contrainte.

La Rurale présente donc des fonds propres de qualité, puisqu'uniquement constitués de fonds propres de base de niveau 1 non restreints.

b) La réserve de réconciliation

La réserve de réconciliation correspond à la différence entre l'actif net solvabilité II ajusté et les éléments de capital purs (capital social, primes d'émission, ...). Elle inclut le montant correspondant aux bénéfices futurs attendus.

	En milliers d'Euros		
	2 019	2 018	Variation
Réserve de réconciliation			
Excédent d'actif sur passif	20 707	15 905	4 802
Actions propres (détenues directement et indirectement)			-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	- 4 000	- 3 300	700
Autres éléments de fonds propres de base	- 1 275	- 1 275	-
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés			-
Réserve de réconciliation	15 431	11 329	4 102

Tableau 19 - Détail de la réserve de réconciliation

c) Les éléments déduits des fonds propres

Aucun élément n'est déduit des fonds propres de La Rurale.

E.1.3. Evolution des fonds propres au cours de l'année

Le tableau suivant détaille le passage de l'excédent des actifs par rapport aux passifs aux fonds propres de base de La Rurale au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2019 :

En milliers d'Euros	2 019	2 018	Variation
Excédent d'actif sur passif	20 707	15 905	4 802
Actions propres (détenues directement et indirectement)	-	-	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	4 000	3 300	700
Fonds cantonnés	-	-	-
Excédent d'actif sur passif après ajustement	16 707	12 605	4 102
Dettes subordonnées	-	-	-
Déduction des participations des institutions financières et de crédit	-	-	-
Fonds propres de base	16 707	12 605	4 102
Fonds propres auxiliaires	-	-	-
Fonds propres disponible	16 707	12 605	4 102

Tableau 20 - Détail des Fonds propres Solvabilité II aux 31 décembre 2018 et 2019

Les fonds propres sont passés de 12,6 millions d'euros à 16,7 millions d'euros entre décembre 2018 et décembre 2019. Les éléments de marge de la période (+7 millions d'euros) et l'évolution des marchés (+0,2 million d'euros) ont eu des impacts positifs sur les fonds propres économiques.

Ces éléments ont été partiellement compensés par l'impact dividende (-1,8 millions d'euros) ainsi que les taxes (-1,4 millions d'euros).

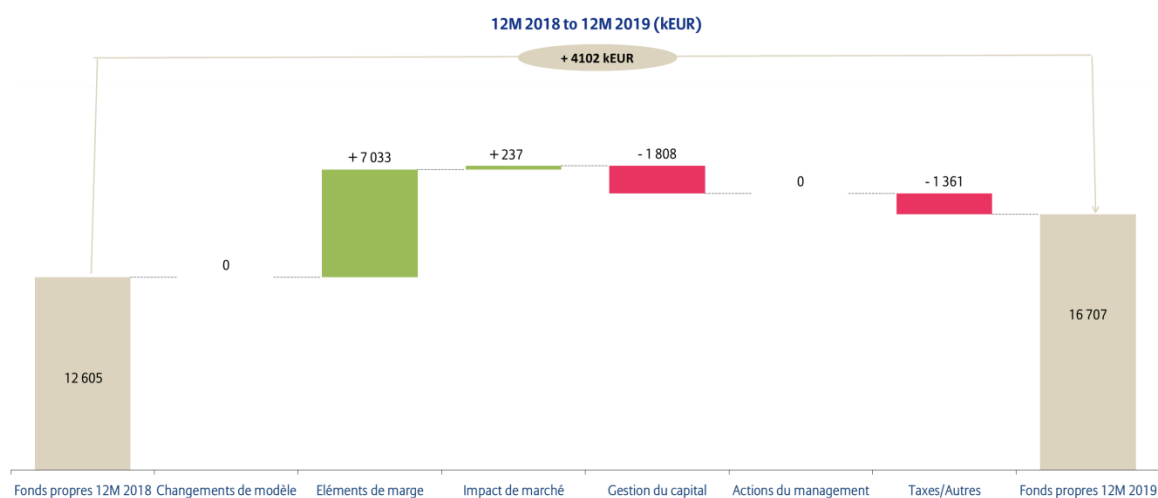


Figure 6 - Variation des fonds propres Solvabilité II entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019

E.1.4. Passage des fonds propres en normes françaises à Solvabilité II

Les principaux écarts constatés entre les fonds propres en normes françaises et les fonds propres en Solvabilité II sont essentiellement issus des règles de revalorisation différentes à travers:

- l'utilisation de la valeur de marché des actifs financiers en Solvabilité II ;
- l'annulation des actifs incorporels en Solvabilité II ;
- l'annulation des frais d'acquisition reportés à l'actif du bilan ;
- l'utilisation de la meilleure estimation des provisions techniques ;
- la reconnaissance d'une marge pour risques ; et,
- la prise en compte de la fiscalité différée.

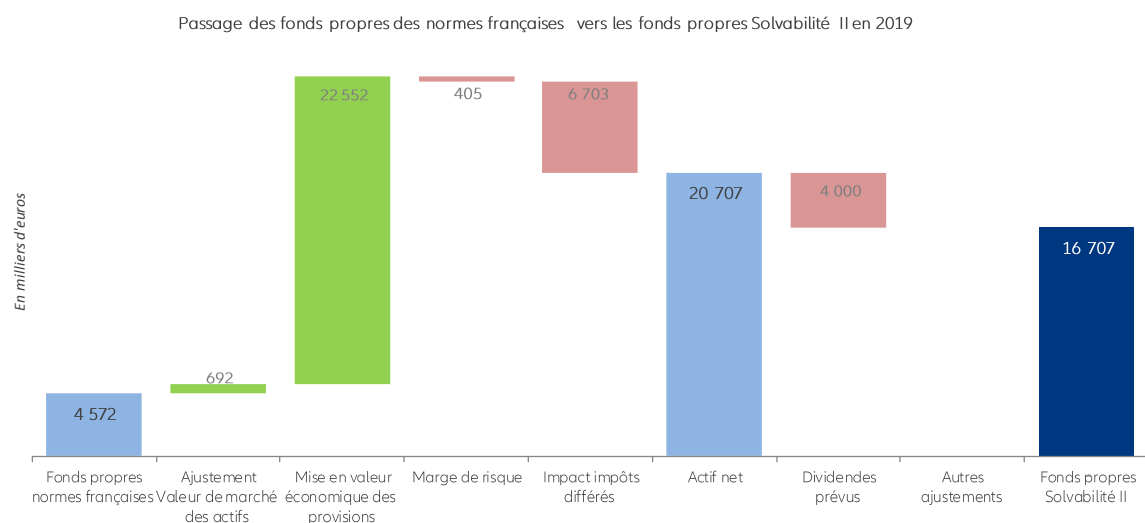


Figure 7 - Passage des fonds propres en normes françaises à Solvabilité II au 31 décembre 2019

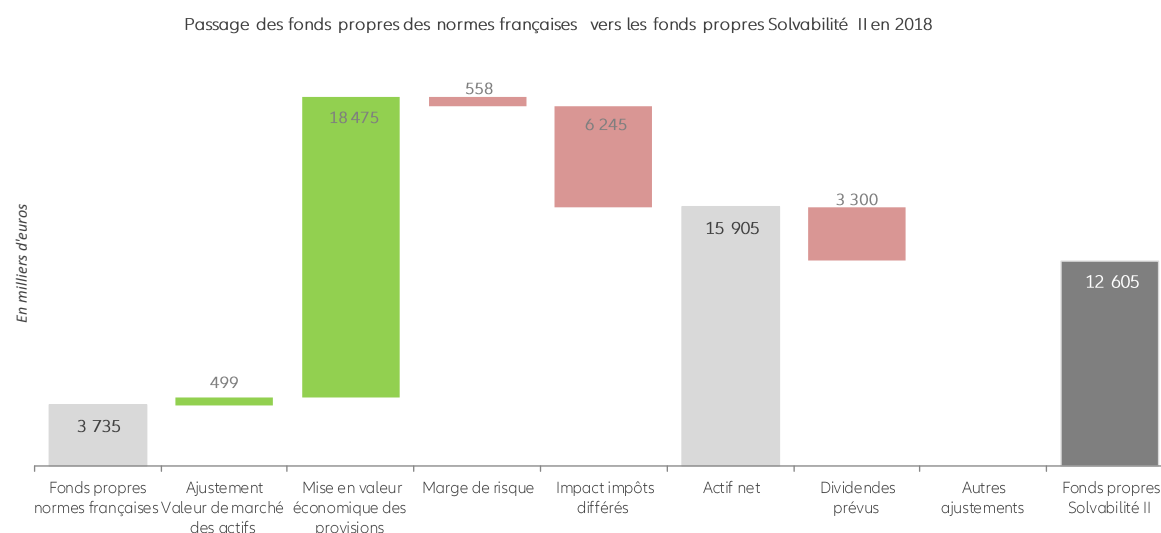


Figure 8 - Passage des fonds propres normes françaises à Solvabilité II au 31 décembre 2018

La description poste par poste des écarts entre le bilan en normes françaises et le bilan solvabilité II est indiqué dans la section « D. Valorisation à des fins de solvabilité » de ce rapport.

E.1.5. Fonds propres auxiliaires

La Rurale ne possède pas de fonds propres auxiliaires.

E.1.6. Le mécanisme d'absorption des pertes sur le capital utilisé

Les éventuelles pertes qui pourraient survenir seront en premier lieu absorbées via les mécanismes traditionnels d'absorption des provisions techniques (après prise en compte de la réassurance) et des impôts différés.

En complément, les fonds propres doivent être disponibles pour absorber une perte qui ne pourrait l'être intégralement par les mécanismes ci-dessus décrits. Au sein d'Allianz France dont fait partie La Rurale, la gestion du capital consiste à détenir un capital conforme à l'exigence réglementaire minimale et, le cas échéant, aux attentes des agences de notation ; plus une marge tampon de volatilité adéquat défini au niveau du Groupe Allianz.

La gestion des fonds propres au sein d'Allianz repose sur le mécanisme de ratio de solvabilité cible défini dans le cadre du processus ORSA.

Le capital excédentaire non mobilisé pour des raisons d'activité, légales ou réglementaires est remonté au Groupe Allianz sur l'horizon prévisionnel du plan de trois (3) ans. Cela permet au Groupe Allianz de maintenir tous les capitaux excédentaires disponibles au niveau du Groupe afin d'être en mesure de répondre rapidement à tout besoin local en capital.

Les fonds propres de La Rurale ne sont pas constitués par des éléments qui correspondent aux critères énoncés dans l'Article 69, point a), iii) et v), et point b) du Règlement Délégué⁷.

E.1.7. Montant des fonds propres éligibles aux SCR et MCR

Le montant des fonds propres éligibles pour couvrir le SCR est égal à la somme du montant des éléments de niveau 1, du montant éligible des éléments de niveau 2 et du montant éligible des éléments de niveau 3.

Dans le cas de La Rurale, les fonds propres éligibles à la couverture du SCR sont composés de l'ensemble de ses éléments de fonds propres : uniquement des fonds propres de base de niveau 1 non restreints (cf. Section « E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis »).

Le montant des fonds propres de base éligibles pour couvrir le MCR est égal à la somme du montant des éléments de niveau 1 et du montant éligible des éléments de fonds propres de base classés au niveau 2.

Dans le cas de La Rurale, les fonds propres éligibles à la couverture du MCR sont composés de l'ensemble de ses éléments de fonds propres (cf. Section « E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis »).

E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

E.2.1. Informations quantitatives et qualitatives sur les SCR et MCR

La Directive Solvabilité II prévoit deux (2) niveaux de marge de capital minimum requis distincts : (i) un Minimum de Capital Requis (MCR), qui correspond au montant de fonds propres de base éligibles en deçà duquel les preneurs et les bénéficiaires seraient exposés à un niveau de risque inacceptable si l'entreprise d'assurance ou de réassurance était autorisée à poursuivre son activité ; et, (ii) un Capital de Solvabilité Requis (SCR) correspondant à un niveau de fonds propres éligibles permettant aux entreprises d'assurance et de réassurance d'absorber des pertes significatives et qui donne l'assurance raisonnable aux preneurs et aux bénéficiaires que les paiements auront lieu lorsqu'ils arriveront à échéance.

Au 31 décembre 2019 le SCR après diversification de La Rurale est de 4 165 milliers d'euros et le montant du MCR est de 2 500 milliers d'euros. Le SCR n'est pas subordonné à une évaluation par les autorités de contrôle.

Le capital de solvabilité requis est réparti par module de risque dans les proportions indiquées dans le tableau suivant :

En milliers d'euros		2019	2018	Variation
Risque de souscription Vie		-	-	-
Risque de souscription santé		-	-	-
Risque de souscription Non-Vie		3 695	2 618	1 077
Risque de marché		810	699	111
Risque de défaut de contrepartie		929	1 056	127
Basic Solvency Capital Requirement		5 434	4 373	1 061
Diversification inter-risques	-	909	837	72
Risque opérationnel		1 334	1 061	273
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	-	1 695	1 425	269
SCR avant exigences de capital supplémentaires		4 165	3 172	993
Exigences de capital supplémentaire déjà définies		-	-	-
SCR		4 165	3 172	993

Tableau 21 - Détail du SCR aux 31 décembre 2018 et 2019

⁷ L'Article 69 traite des points iii) les comptes mutualistes subordonnés et libérés; v) les actions privilégiées libérées et le compte de primes d'émission lié; vi) une réserve de réconciliation; (b) les passifs subordonnés libérés, valorisés conformément à l'Article 75 de la Directive 2009/138/CE.

Le Capital de Solvabilité Requis de La Rurale est en augmentation par rapport à 2018. La hausse de 993 milliers d'euros est principalement liée à une hausse du risque de souscription Non-Vie en raison d'un effet volume en lien avec l'évolution de l'activité.

E.2.2. Données utilisées dans le calcul du minimum de capital requis

La méthode de calcul du MCR est conforme à la méthode décrite dans la Directive Solvabilité II. Elle repose sur une fonction linéaire qui utilise les variables suivantes : (i) les provisions techniques ; (ii) les primes souscrites ; (iii) le capital sous risque ; (iv) les impôts différés ; et, (v) les dépenses administratives. Les variables utilisées sont mesurées déduction faite de la réassurance. Elle utilise par exemple les données du SCR afin de définir un niveau plafond et un niveau plancher du MCR. Le SCR de référence de La Rurale est calculé selon la Formule Standard.

	2019	2018	Variation
<i>En milliers d'Euros</i>			
MCR linéaire	1 514	902	613
Capital de solvabilité requis	4 165	3 172	993
Plafond du MCR	1 874	1 428	447
Plancher du MCR	1 041	793	248
MCR combiné	1 514	902	613
Seuil plancher absolu du MCR	2 500	2 500	-
Minimum de capital requis	2 500	2 500	-

Tableau 22 - Détail du MCR aux 31 décembre 2019 et 2018

E.2.3. Utilisation de la Formule Standard et des simplifications

La Rurale n'utilise pas de simplifications pour le calcul du SCR en Formule Standard.

E.3. Utilisation du sous-module «risque sur actions» fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

La Rurale n'utilise pas le sous-module "risque sur actions" fondé sur la durée pour le calcul du SCR.

E.4. Différences entre la Formule Standard et tout Modèle Interne utilisé

La Rurale n'utilise pas de Modèle Interne. La Formule Standard permet de capter et de modéliser correctement l'ensemble des risques financiers et assurantiels auxquels La Rurale est exposée.

Le processus d'agrégation corrèle les différents facteurs (actions, taux d'intérêt, ...) par catégories de risques (risque de crédit, risque opérationnel, etc.) afin d'obtenir le capital de solvabilité total diversifié en respectant les préconisations de la Formule Standard.

E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Au cours de l'année, La Rurale a été en ligne avec les exigences du minimum de capital requis et du capital de solvabilité requis.

Le ratio de solvabilité au 31 décembre 2019 est de 401% contre 397% au 31 décembre 2018.

(En milliers d'euros)

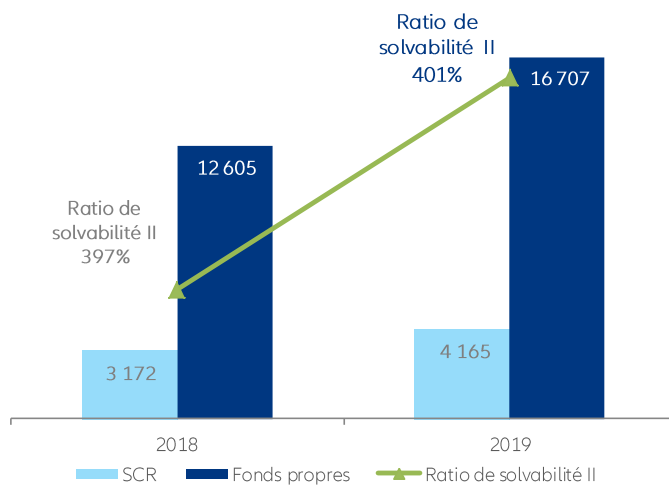


Figure 9 – Evolution du ratio SCR

Les plans élaborés pour s'assurer du respect, dans le temps, du minimum de capital requis et du capital de solvabilité requis s'appuient sur un dispositif de surveillance continue. Des indicateurs de suivi permettent d'estimer si la solvabilité se situe dans les zones de confort définies.

E.6. Autres informations

Toutes les informations significatives concernant la gestion du capital de La Rurale ont été abordées dans la section ci-dessus.

ANNEXES

S.02.01.02 – BILAN (1/2)

Actifs	En milliers d'euros	Valeur Solvabilité II
		C0010
Goodwill	R0010	
Frais d'acquisition différés	R0020	
Immobilisations incorporelles	R0030	-
Actifs d'impôts différés	R0040	-
Excédent du régime de retraite	R0050	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	-
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	16 700
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	-
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	-
Actions	R0100	-
Actions – cotées	R0110	-
Actions – non cotées	R0120	-
Obligations	R0130	16 700
Obligations d'État	R0140	7 474
Obligations d'entreprise	R0150	9 226
Titres structurés	R0160	-
Titres garantis	R0170	-
Organismes de placement collectif	R0180	-
Produits dérivés	R0190	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	-
Autres investissements	R0210	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	-
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	18 538
Avances sur police	R0240	-
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	18 538
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	13 089
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	13 089
Non-vie hors santé	R0290	13 089
Santé similaire à la non-vie	R0300	-
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	-
Santé similaire à la vie	R0320	-
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	-
Vie UC et indexés	R0340	-
Dépôts auprès des cédantes	R0350	-
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	4 731
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	992
Autres créances (hors assurance)	R0380	71
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	-
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	1 275
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	-
Total de l'actif	R0500	55 397

S.02.01.02 – BILAN (2/2)

Passifs	En milliers d'euros	Valeur Solvabilité II
		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	-
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	19 110
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	19 110
Meilleure estimation	R0540	18 705
Marge de risque	R0550	405
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	-
Meilleure estimation	R0580	-
Marge de risque	R0590	-
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	-
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	-
Meilleure estimation	R0630	-
Marge de risque	R0640	-
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	-
Meilleure estimation	R0670	-
Marge de risque	R0680	-
Provisions techniques UC et indexés	R0690	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	-
Meilleure estimation	R0710	-
Marge de risque	R0720	-
Autres provisions techniques	R0730	-
Passifs éventuels	R0740	-
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	-
Provisions pour retraite	R0760	-
Dépôts des réassureurs	R0770	-
Passifs d'impôts différés	R0780	6 703
Produits dérivés	R0790	-
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	4 828
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	1 428
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	-
Autres dettes (hors assurance)	R0840	34
Passifs subordonnés	R0850	-
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	-
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	-
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	2 587
Total du passif	R0900	34 690
Excédent d'actif sur passif	R1000	20 707

S.05.01.02 – PRIMES, SINISTRES ET DEPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITE (1/2)

En milliers d'euros		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance)								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
Primes émises										
Brut – assurance directe	R0110	-	-	-	-	-	-	44 473	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130									
Part des réassureurs	R0140	-	-	-	-	-	-	31 319	-	-
Net	R0200	-	-	-	-	-	-	13 154	-	-
Primes acquises										
Brut – assurance directe	R0210	-	-	-	-	-	-	44 473	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230									
Part des réassureurs	R0240	-	-	-	-	-	-	31 319	-	-
Net	R0300	-	-	-	-	-	-	13 154	-	-
Charge des sinistres										
Brut – assurance directe	R0310	-	-	-	-	-	-	39 971	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330									
Part des réassureurs	R0340	-	-	-	-	-	-	28 072	-	-
Net	R0400	-	-	-	-	-	-	11 899	-	-
Variation des autres provisions techniques										
Brut – assurance directe	R0410	-	-	-	-	-	-	4 092	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430									
Part des réassureurs	R0440	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0500	-	-	-	-	-	-	4 092	-	-
Dépenses engagées	R0550	-	-	-	-	-	-	5 590	-	-
Autres dépenses	R1200									
Total des dépenses	R1300									

En milliers d'euros		Ligne d'activité pour:			Ligne d'activité pour:				Total
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
		C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
Primes émises									
Brut – assurance directe	R0110	-	-	-	-	-	-	-	44 473
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0140	-	-	-	-	-	-	-	31 319
Net	R0200	-	-	-	-	-	-	-	13 154
Primes acquises									
Brut – assurance directe	R0210	-	-	-					44 473
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	-	-	-					-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230				-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0240	-	-	-	-	-	-	-	31 319
Net	R0300	-	-	-	-	-	-	-	13 154
Charge des sinistres									
Brut – assurance directe	R0310	-	-	-					39 971
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	-					-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330				-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0340	-	-	-	-	-	-	-	28 072
Net	R0400	-	-	-	-	-	-	-	11 899
Variation des autres provisions techniques									
Brut – assurance directe	R0410	-	-	-					- 4 092
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-	-	-					-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430				-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0440	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0500	-	-	-	-	-	-	-	- 4 092
Dépenses engagées	R0550	-	-	-	-	-	-	-	- 5 590
Autres dépenses	R1200								- 66
Total des dépenses	R1300								- 5 656

S.05.01.02 – PRIMES, SINISTRES ET DEPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITE (2/2)

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de		Total
		Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
En milliers d'euros		C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises										
Brut	R1410	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1420	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1500	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Primes acquises										
Brut	R1510	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1520	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1600	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge des sinistres										
Brut	R1610	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1620	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1700	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des autres provisions techniques										
Brut	R1710	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1720	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1800	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses engagées	R1900	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses	R2500									-
Total des dépenses	R2600									-

S.17.01.02 – PROVISIONS TECHNIQUES NON-VIE (1/3)

	En milliers d'euros	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée					
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Provisions pour primes							
Brut	R0060	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres							
Brut	R0160	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	-	-	-	-	-	-
Total meilleure estimation – brut	R0260	-	-	-	-	-	-
Total meilleure estimation – net	R0270	-	-	-	-	-	-
Marge de risque	R0280	-	-	-	-	-	-
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques							
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation	R0300	-	-	-	-	-	-
Marge de risque	R0310	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques – Total							
Provisions techniques – Total	R0320	-	-	-	-	-	-
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	R0330	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	-	-	-	-	-	-

S.17.01.02 – PROVISIONS TECHNIQUES NON-VIE (2/3)

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée					
		Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses
En milliers d'euros		C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Provisions pour primes							
Brut	R0060	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres							
Brut	R0160	18 705	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	13 089	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	5 616	-	-	-	-	-
Total meilleure estimation – brut	R0260	18 705	-	-	-	-	-
Total meilleure estimation – net	R0270	5 616	-	-	-	-	-
Marge de risque	R0280	405	-	-	-	-	-
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques							
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation	R0300	-	-	-	-	-	-
Marge de risque	R0310	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques – Total							
Provisions techniques – Total	R0320	19 110	-	-	-	-	-
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	R0330	13 089	-	-	-	-	-
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	6 022	-	-	-	-	-

S.17.01.02 – PROVISIONS TECHNIQUES NON-VIE (3/3)

	En milliers d'euros	Réassurance non proportionnelle acceptée					Total engagements en non-vie
		Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle		
		C0140	C0150	C0160	C0170		C0180
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Provisions pour primes							
Brut	R0060	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres							
Brut	R0160	-	-	-	-	-	18 705
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	-	-	-	-	-	13 089
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	-	-	-	-	-	5 616
Total meilleure estimation – brut	R0260	-	-	-	-	-	18 705
Total meilleure estimation – net	R0270	-	-	-	-	-	5 616
Marge de risque	R0280	-	-	-	-	-	405
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques							
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation	R0300	-	-	-	-	-	-
Marge de risque	R0310	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques – Total							
Provisions techniques – Total	R0320	-	-	-	-	-	19 110
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	R0330	-	-	-	-	-	13 089
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	-	-	-	-	-	6 022

S.19.01.21 – SINISTRES EN NON-VIE

Sinistres payés bruts (non cumulés) (valeur absolue) En milliers d'euros																			
Année	Année de développement																		Somme des années (cumulés)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 et +			
Précédentes	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	R0100	C0170	C0180
	R0100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	R0110	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	R0120	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	R0130	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	R0140	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	R0150	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	R0160	-	-	-	68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	68	-	-
	R0170	-	-	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20	-	-
	R0180	-	548	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	548	-	-
	R0190	19 681	829	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 510	-	-
	R0200	18 199	941	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19 139	-	-
	R0210	8 003	66	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 069	-	-
	R0220	27 374	4 663	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32 037	-	-
	R0230	26 497	4 848	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31 345	-	-
	R0240	41 593	3 993	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	45 586	3 993	-
R0250	20 569	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 569	20 569	-	
N																	R0260	24 562	177 892
Total																			

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées																			
(valeur absolue) En milliers d'euros		Année de développement																	
Année		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 et +	Fin d'année (données actualisées)	
Précédentes	R0100	C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350	R0100	C0360
	N-14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0110	-
	N-13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0120	-
	N-12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0130	-
	N-11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0140	-
	N-10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0150	-
	N-9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0160	-
	N-8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0170	-
	N-7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0180	-
	N-6	885	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0190	-
	N-5	850	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0200	-
	N-4	116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0210	-
	N-3	4 900	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0220	-
	N-2	3 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0230	-
	N-1	4 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0240	-
	N	18 672	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R0250	18 705
	Total																	R0260	18 705

S.22.01.01 – IMPACT DES MESURES RELATIVES AUX GARANTIES DE LONG TERME ET DES MESURES TRANSITOIRES

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact de toutes les mesures relatives aux garanties de long terme et de toutes les mesures transitoires (approche par								
			Sans la mesure transitoire portant sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Sans la mesure transitoire portant sur les taux d'intérêt	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Sans la correction pour volatilité et sans autres mesures transitoires	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Sans l'ajustement égalisateur et sans aucune des autres mesures	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro	Impact de toutes les mesures relatives aux garanties de long terme et de toutes les mesures transitoires
En milliers d'euros		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
Provisions techniques	R0010	19 110	19 110	-	19 110	-	19 117	7	19 117	-	7
Fonds propres de base	R0020	16 707	16 707	-	16 707	-	16 702	- 5	16 702	- -	5
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	16 707	16 707	-	16 707	-	16 702	- 5	16 702	- -	5
Capital de solvabilité requis	R0090	4 165	4 165	-	4 165	-	4 165	-	4 165	-	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	16 707	16 707	-	16 707	-	16 702	- 5	16 702	- -	5
Minimum de capital requis	R0110	2 500	2 500	-	2 500	-	2 500	-	2 500	-	-

S.23.01.01 – FONDS PROPRES (1/2)

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	960	960		-	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	315	315		-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	-	-		-	
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	-		-	-	-
Fonds excédentaires	R0070	-	-			
Actions de préférence	R0090	-		-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	-		-	-	-
Réserve de réconciliation	R0130	15 431	15 431			
Passifs subordonnés	R0140	-		-	-	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	-				-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	-	-	-	-	-
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220	-				
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	-	-	-	-	-
Total fonds propres de base après déductions	R0290	16 707	16 707	-	-	-
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300	-			-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	-			-	
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	R0320	-			-	-
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	-			-	-
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	-			-	
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	-			-	-
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	-			-	
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	-			-	-
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	-			-	-

S.23.01.01 – FONDS PROPRES (2/2)

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Total fonds propres auxiliaires	R0400	-			-	-
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	16 707	16 707	-	-	-
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	16 707	16 707	-	-	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	16 707	16 707	-	-	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	16 707	16 707	-	-	
Capital de solvabilité requis	R0580	4 165				
Minimum de capital requis	R0600	2 500				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	401%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	668%				

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	20 707
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	4 000
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	1 275
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	-
Réserve de réconciliation	R0760	15 431
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	-
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	-
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	-

S.25.01.21 – CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS – POUR LES ENTREPRISES QUI UTILISENT LA FORMULE STANDARD

		Net solvency capital requirement	Gross solvency capital requirement
<i>En milliers d'euros</i>		C0030	C0040
Risque de marché	R0010	810	810
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	929	929
Risque de souscription en vie	R0030	-	-
Risque de souscription en santé	R0040	-	-
Risque de souscription en non-vie	R0050	3 695	3 695
Diversification	R0060	- 909	- 909
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	-	-
Capital de solvabilité requis de base	R0100	4 525	4 525

Calcul du capital de solvabilité requis

C0100

Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE	R0120	-
Risque opérationnel	R0130	1 334
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	- 1 695
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	-
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	4 165
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	-
Capital de solvabilité requis	R0220	4 165

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	-
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	-
Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE.	R0450	(4) No adjustment
Prestations discrétionnaires futures nettes	R0460	-

S.28.01.01 – MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR) – ACTIVITES D'ASSURANCE OU DE REASSURANCE VIE UNIQUEMENT OU ACTIVITES D'ASSURANCE OU DE REASSURANCE NON-VIE UNIQUEMENT

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

		C0010
RésultatMCR _{NL}	R0010	1 514

Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)

Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)

En milliers d'euros

		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	-	-
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y	R0030	-	-
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y	R0040	-	-
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y	R0050	-	-
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y	R0060	-	-
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y	R0070	-	-
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance	R0080	5 616	13 154
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y	R0090	-	-
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	-	-
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	-	-
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	-	-
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y	R0130	-	-
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	-	-
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	-	-
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	-	-
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	-	-

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040
RésultatMCR _L	R0200	-

Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)

Montant total du capital sous risque net (de la réassurance / des véhicules de titrisation)

En milliers d'euros

		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	-	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires	R0220	-	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	-	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	-	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de	R0250		-

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	1 514
Capital de solvabilité requis	R0310	4 165
Plafond du MCR	R0320	1 874
Plancher du MCR	R0330	1 041
MCR combiné	R0340	1 514
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	2 500
		C0070
Minimum de capital requis	R0400	2 500

ABREVIATION

Acronyme	Signification	Acronyme	Signification
ABS	<i>Asset Backed Securities</i>	IRCS	<i>Integrated Risk & Control System</i>
ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution	KRI	<i>Key Risk Indicators</i>
AFR	<i>Actuarial Function Report</i>	LCR	Ratio de couverture de liquidité
AIM	<i>Allianz Investment Management</i>	LimCo	<i>Local Investment Committee / Comité Financier et d'Investissements</i>
ALM	<i>Asset and Liability Management</i>	LoB	<i>Line of Business</i>
AM	<i>Asset Management</i>	LSA	<i>Local Suitability Assessment</i>
AMBS	<i>Administrative Management or Supervisory Body</i>	MBS	<i>Mortgage Backed Securities</i>
AMI	<i>Allianz Management Institute / Institut de gestion d'Allianz</i>	MCR	<i>Minimum Capital Requirement / Minimum de Capital Requis</i>
BaFin	<i>Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht</i>	MIR	<i>Market Implied Ratings</i>
BE / BEL	<i>Best Estimate / Best Estimate Liabilities</i>	MRH	Multirisque habitation
BSCR	<i>Basic Solvency Capital Requirement</i>	MVBS	<i>Market Value Balance Sheet</i>
CAE	<i>Outsourcing Committee / Comité des Activités Externalisées</i>	MVM	<i>Market Value Margin</i>
CDA	Risque de défaut de contrepartie	NBM	<i>New Business Margin / Marge des affaires nouvelles</i>
CDD	Comité de Carrières	NFI	<i>New Financial Investment</i>
CDS	<i>Credit Default Swap</i>	ORM	<i>Operational Risk Management</i>
CMRO	Comité de maîtrise des risques opérationnels	ORGS	<i>Operational Risk and Governance System</i>
CMS	<i>Constant Maturity Swaps</i>	ORSA	<i>Own Risk and Solvency Assessment</i>
CoC	<i>Cost of Capital</i>	PAA	Primes A Annuler
COO	<i>Chief Operating Officer</i>	PAAC	<i>Parameters and Assumptions Approval Committee</i>
CP	Contrôle Permanent	PANE	Primes Acquisées Non Emises
CRisP	Système de gestion des limites par émetteur	PE	Provision d'Egalisation
CRO	<i>Chief Risk Officer</i>	PIT	<i>Point-in-Time</i>
DDA	Directive sur la Distribution d'Assurances	PPNA	Provision pour Primes Non Acquisées
DG	Directeur Général	PR+	<i>Public Rating Plus</i>
DGG	Directeur Général Délégué	PRC	Provision pour Risque Croissant
EO	Entité Opérationnelle	PREC	Provision pour Risque En Cours
EPIFP	<i>Expected Profits Included in Future Premiums</i>	PSAP	Provisions pour Sinistres A Payer
ESAP2	<i>European Standard of Actuarial Practice 2</i>	PVFP	<i>Present Value of Future Profits</i>
FATCA	<i>Foreign Account and Tax Compliance Act</i>	QRT	<i>Quantitative Reporting Templates</i>
FRDC	<i>Financial Reporting and Disclosure Committee</i>	RCSA	<i>Risk and Control Self Assessment</i>
GCC	<i>Group Compensation Committee / Comité de rémunération Groupe</i>	RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
IARD	Incendie, Accident et Risques Divers	RiCo	<i>Risk Committee / Comité des Risques</i>
ICS	<i>Internal Control System</i>		

Acronyme	Signification
RO	Risques opérationnels
ROE	<i>Return on Equity / Rentabilité des Fonds Propres</i>
RoRC	<i>Return on Risk Capital</i>
RSSI	Responsable de la Sécurité du Système d'Information
SAA	<i>Strategic Asset Allocation</i>
SCR	<i>Solvency Capital Requirement / Capital de Solvabilité Requis</i>
TRA	<i>Top Risk Assessment</i>
TTC	<i>Through -the-cycle</i>
VaR	<i>Value at risk</i>
VNB	<i>New Business Value / Valeur des affaires nouvelles</i>

TABLES

Tableau 1 - Répartition du capital au 31 décembre 2019.....	5
Tableau 2 - Chiffre d'affaires brut de réassurance, en normes françaises.....	6
Tableau 3 - Résultat de souscription net de réassurance, en normes françaises.....	7
Tableau 4 - Répartition du portefeuille d'investissement en juste valeur Solvabilité II	7
Tableau 5 - Résultat d'investissement en normes françaises.....	7
Tableau 6 – Membres du Conseil d'Administration	11
Tableau 7 – Membres du Comité d'Audit et des Risques.....	11
Tableau 8 – Membres du Comité des Rémunérations.....	12
Tableau 9 – Membres du Comité Exécutif.....	13
Tableau 10 – Membres du Comité de Gouvernance et de Contrôle Interne.....	14
Tableau 11 – Duration.....	28
Tableau 12 – Variation de la sensibilité du ratio de SCR aux risques de marché.....	29
Tableau 13 – Actifs.....	36
Tableau 14 – Les Provisions Techniques par LoB.....	38
Tableau 15 – Les Provisions Techniques sous Solvabilité II.....	40
Tableau 16 - Autres passifs.....	41
Tableau 17 - Détail de la classification des fonds propres Solvabilité II au 31 décembre 2019	44
Tableau 18 - Détail de la classification des fonds propres Solvabilité II au 31 décembre 2018.....	44
Tableau 19 - Détail de la réserve de réconciliation.....	45
Tableau 20 - Détail des Fonds propres Solvabilité II aux 31 décembre 2018 et 2019	46
Tableau 21 - Détail du SCR aux 31 décembre 2018 et 2019.....	48
Tableau 22 - Détail du MCR aux 31 décembre 2019 et 2018.....	49

FIGURES

Figure 1 - Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2019.....	6
Figure 2 - Présentation de la gouvernance et de la structure des comités.....	10
Figure 3 - Présentation du système de contrôle interne.....	21
Figure 4 – Répartition du montant du BSCR par module de risque (en %)	26
Figure 5 - Test de sensibilité sur les risques de marché aux 31 décembre 2019 et 2018	29
Figure 6 - Variation des fonds propres Solvabilité II entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019.....	46
Figure 7 - Passage des fonds propres en normes françaises à Solvabilité II au 31 décembre 2019	47
Figure 8 - Passage des fonds propres normes françaises à Solvabilité II au 31 décembre 2018.....	47
Figure 9 – Evolution du ratio SCR.....	50



La Rurale

Entreprise régie par le Code des Assurances

Société anonyme au capital de 960 000 euros

Siège social :

Tour Neptune

20 place de Seine

92086 Paris La Défense Cedex

572 166 437 R.C.S. NANTERRE